

COMPTES CONSOLIDÉS  
SEMESTRIELS CONDENSÉS

30 juin 2012

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

#### I. Activité

- Pôle bancassurance France

Malgré un 1<sup>er</sup> semestre 2012 à l'activité incertaine, cumulant les handicaps d'un climat globalement récessionniste et de l'habituel attentisme des périodes électorales, le réseau du CMNE a engrangé les dividendes d'une présence constante sur le marché du crédit et d'une gamme d'épargne qui correspond bien à la recherche de sécurité des épargnants français.

Ainsi, la collecte d'épargne s'est nettement reprise en comparaison du 1<sup>er</sup> semestre 2011 avec 335 M€ contre 279 M€, soit une hausse de 20%.

La collecte d'épargne bancaire a accentué sa performance avec 111 M€ contre 39 M€ et la collecte de parts sociales est redevenue nettement positive avec 64 M€. Pour sa part, l'épargne assurance a évité la décollecte qui a affecté de nombreux assureurs et a pu maintenir une collecte positive à 198 M€, en nette baisse cependant puisque le 1<sup>er</sup> semestre 2011 avait connu une collecte de 328 M€. L'épargne financière reste en décollecte de 37 M€ et les soldes des comptes courant ont augmenté de 10 M€.

En matière de crédit, le CMNE a maintenu sa politique de sélectivité des risques et de défense des marges mais également de présence continue auprès de sa clientèle. Cette attitude a permis au réseau d'engranger une production de 989 M€, en nette hausse par rapport aux 892 M€ du 1<sup>er</sup> semestre 2011. Celle-ci est particulièrement sensible dans le crédit à l'habitat (+20%) et le crédit à la consommation (+5%) ; pour leur part, les crédits aux professionnels sont restés stables.

En assurance IARD, les portefeuilles en assurance de biens et de personnes ont continué leur progression, respectivement de 3% et 14%, ce que reflètent les chiffres de production : 33 M€ (32 M€) en assurance de biens et 43 M€ (34 M€) en assurance de personnes, l'assurance santé restant stable à 11 M€. Pour sa part, la prévoyance a nettement progressé avec 32 M€ de production contre 23 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

Sur le semestre, le CMNE a vu son fonds de commerce s'éroder et compte désormais 1.043.000 clients.

- Pôle bancassurance Belgique

Au cours du premier semestre 2012, la banque BKCP a continué de mettre l'accent sur la pro-activité commerciale et sur la mise en place de relations avec ses clients-cible. Afin de mieux piloter l'efficacité de la force de vente et la prévision du résultat commercial, une fonction de « Sales Management & Reporting » a été créée.

Pour optimiser le fonctionnement du réseau d'agences, le projet « Blueprint Agences » a été lancé avec comme objectif la réalisation d'un plan de développement 2012-2015 par point de vente. Par ailleurs, la présence d'un certain nombre d'agents délégués au sein du réseau commercial a conduit BKCP à lancer le projet « One Bank », avec pour objectifs d'aligner la stratégie commerciale de ce canal avec celle du plan Horizon 2015 et de mettre ce réseau d'agents délégués au même niveau de normes de contrôle et de risk management que les agences propres.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

Au niveau des produits et services, Flex-line (avance à terme) et Isabel (portail multi-bancaire pour entreprises) ont été lancés au cours du premier semestre 2012.

Au niveau de l'activité, BKCP Banque a réalisé une production de plus de 170 M€ en épargne et placements. En ce qui concerne la production de crédits, celle-ci atteint 170 M€, dont 2/3 de crédits aux professionnels.

Le premier semestre de 2012 a également été marqué par la prise de contrôle de deux banques :

- Au sein du réseau BKCP, OBK Bank dont le siège est situé à Gand permet de renforcer le réseau de distribution de BKCP Banque en Flandre Orientale et apporte un portefeuille de 22.000 clients pour un encours total de 740 M€ en épargne et 540 M€ en crédits. Son intégration au sein de BKCP devrait être effective pour la fin de 2012.
- En mai 2012, le CMNE a racheté à CitiGroup 100% de sa filiale CitiBank Belgium. Cette acquisition permet au groupe CMNE de doubler de taille en Belgique et d'entrer de façon significative dans le marché du crédit à la consommation. Des chantiers majeurs d'intégration informatique et de relance commerciale du réseau des agences et des agents délégués ont immédiatement été entrepris avec, notamment, une campagne marketing axée sur les trois activités phares de la banque : crédit, cartes et dépôts. Les premiers résultats financiers constatés permettent d'envisager un renouveau de la croissance de l'activité dans un environnement de coûts et de risques maîtrisés.
- Pôle Entreprises

Si le 1<sup>er</sup> semestre 2011 avait enregistré une activité soutenue au niveau des entreprises, avant le coup d'arrêt de l'été dû à la crise de la dette souveraine, le 1<sup>er</sup> semestre 2012 a été clairement marqué par un climat d'attentisme, renforcé par le contexte électoral, avec des carnets de commandes en réduction régulière et une propension à investir affaiblie.

Les entités du Pôle Entreprises clôturent cependant le semestre sur une note positive avec une production en ligne avec les objectifs affichés et des encours en progression. De même, les commissions bancaires de la BCMNE continuent à croître et à conforter le PNB.

En termes de risque, celui-ci est resté contenu au 30 juin et même en dessous des lignes budgétées pour chaque entité, reflétant ainsi la qualité des fonds de commerce et la grande réactivité des équipes devant les aléas d'une conjoncture délicate.

Néanmoins, il convient de souligner le manque de visibilité pour le 2<sup>ème</sup> semestre qui conduit à une grande vigilance sur l'activité et le niveau de risque de l'exercice tout entier.

- Pôle Assurances

NEA a encaissé 571 M€ au premier semestre 2012 dont 458 M€ pour ACMN Vie, 46 M€ pour NELL et 68 M€ pour ACMN IARD.

Les provisions mathématiques du marché de l'assurance vie sont stables sur un an. Elles le sont également pour le pôle assurances et s'établissent à 10.6 Md€. Avec 1,3 Md€, la part des supports en unités de compte dans l'ensemble des provisions mathématiques est de 12.4 % à fin juin 2012.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

Les cotisations cumulées au premier semestre du marché de l'assurance vie sont en baisse de 16 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les cotisations d'assurance vie du pôle NEA sont en recul de 27% sur la même période, mais les cotisations provenant du CMNE ne reculent que de 10% à 300 M€ et représentent 52% des encaissements du pôle.

Les versements sur les supports en unités de compte sur le marché sont en baisse de 29% et de 37% pour ACMN Vie.

En assurance dommage, la progression des cotisations est de 6% pour ACMN IARD, soit sensiblement plus que le marché (+4%).

- Pôle Gestion pour compte de tiers

Alors que l'industrie française de la gestion pour compte de tiers souffre toujours de la crise de la dette souveraine européenne et de l'aversion des investisseurs au risque, les encours gérés par La Française AM continuent de croître, sous l'effet conjugué :

- d'une collecte nette positive d'environ 700 M€, principalement sur les classes d'actifs immobilière et monétaire, provenant à la fois de nouveaux clients français et étrangers,
- de la performance des portefeuilles sous gestion, tant sur les expertises « historiques » du Groupe (taux, immobilier) que sur ses expertises de gestion d'actions et marchés émergents.

La solidité du modèle développé par La Française AM résulte de la complémentarité de ses expertises immobilière et mobilières ainsi que de la diversité de son portefeuille de clients, auxquels le Groupe a la volonté de proposer des solutions adaptées au moyen d'une innovation permanente tant en termes de produits que de services. Au cours du premier semestre 2012, La Française AM a ainsi créé des fonds à échéance, dont le premier fonds émergent à échéance, ainsi que le premier OPCI français « Charia compatible » et a mis en place un partenariat autour du crédit immobilier à l'attention de sa clientèle de particuliers.

Le premier semestre 2012 a également permis au Groupe de stabiliser son périmètre. L'activité immobilière a été recentrée sur la seule gestion d'actifs et la structuration de solutions dédiées, le Property Management ayant été rapproché du Groupe Nexity. Le Groupe a également rapproché au sein d'un même pôle ses activités de développement international et de développement institutionnels, dans le but de bénéficier des synergies de ces deux segments de clientèles en s'appuyant sur des produits de grande taille.

Enfin, le Groupe a poursuivi son déploiement à l'international, avec des encours désormais supérieurs au milliard d'euro ainsi que dans l'activité de prise de participation, mise en œuvre depuis le début de l'année par une filiale spécialisée, NEX AM.

## II. Les risques

L'interminable crise de la dette grecque, qui a donné lieu à cinq réunions « de la dernière chance » en 2011, a enfin connu son épilogue le 21 février avec un accord touchant les détenteurs privés impliquant une dépréciation moyenne de 72% de leurs actifs.

Une crise chassant l'autre, c'est désormais l'Espagne qui concentre l'attention des marchés financiers, autant pour sa dette publique que pour la difficulté du refinancement de ses banques. Sur les deux sujets, l'Espagne est maintenant complètement dépendante du FESF (Fonds Européen de

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

Stabilité Financière) et de la BCE. Le projet de refinancement direct de ses banques, espéré par le gouvernement espagnol à la fin du mois de juin, ayant échoué face à l'intransigeance allemande, il devient difficile d'imaginer que l'Espagne puisse éviter de demander officiellement l'aide de l'Union Européenne, conduisant à la tutelle dans laquelle sont tombés la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

Au plan macro-économique, si l'inflation de la zone euro reste au dessus des 2% (2.4% en juin), elle s'est nettement ralentie depuis le début de l'année et n'apparaît plus comme une préoccupation pour la BCE qui a baissé son taux directeur à 0.75% au début du mois de juillet. En revanche, la quasi stagnation de la croissance en France et dans la zone euro en général est une réalité dont on ne voit pas bien la fin et que traduit la faiblesse persistante des principaux indices boursiers. A ce titre, la baisse continue des cours du pétrole au premier semestre, qui a d'ailleurs bien du mal à se répercuter dans les prix « à la pompe », apparaît comme une conséquence de cette stagnation amplifiée, à l'échelle mondiale, par le ralentissement chinois qui va rendre difficile l'atteinte d'une croissance de 3.4% prévue par l'OCDE pour 2012.

#### Exposition au risque de dettes souveraines :

Au cours du premier semestre, ACMN Vie et BKCP, les deux entités du groupe qui détenaient de la dette souveraine grecque ont vendu leurs positions et ont reçu en échange des titres du FESF pour un montant valorisé au 30 juin de 14 M€.

La note 5c en pages 22 et 23 de l'annexe comptable précise le détail des encours de dettes souveraines détenus par le Groupe, leur traitement comptable et l'impact sur les comptes au 30 juin 2012.

Ces encours sont principalement détenus par les compagnies d'assurance et détaillés ci-dessous pour leurs montants valorisés au 30 juin.

	Grèce	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
<b>Portefeuille titres (AFS uniquement) - milliers €</b>					
<b>Assurance</b>					
Exposition brute	70	4 576	15 621	8 679	66 872
<i>Exposition nette de PB Assurés</i>	<i>11</i>	<i>65</i>	<i>407</i>	<i>202</i>	<i>4 496</i>
<b>Banque (OBK)</b>					
Exposition brute	-	2 458	-	8 166	7 708

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

#### Exposition au risque de certaines banques européennes

Dans le cadre de son activité d'arbitrage, la Caisse Fédérale détient environ 24 M€ sur des banques italiennes de premier rang en moins value latente de 1 M€.

Cependant, ces titres classés en AFS, nets des surcotes/décotes et compte tenu des cours observés au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012, impactent positivement les capitaux propres (norme IFRS) pour 0.6 M€.

En ce qui concerne les banques espagnoles et avec le même classement comptable, les deux dernières positions de la Caisse Fédérale concernent un TCN de 50 M€ à échéance novembre 2012, en plus value latente de 0.3 M€ et une obligation à échéance mars 2013 en plus value latente de 0.2 M€.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité générale de placement, la Caisse Fédérale détient environ 91 M€ sur les principales banques commerciales portugaises, en moins-value latente pour 11 M€ et 127 M€ sur des banques commerciales italiennes, en moins value latente de 9.5 M€. Classés en HTM, ces titres n'impactent ni les capitaux propres ni le compte de résultat (norme IFRS).

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

#### Perspectives d'évolution

Le niveau de croissance attendue pour la France en 2012, environ 0.3%, le pessimisme exprimé par les chefs d'entreprises dans un indice du climat des affaires en juillet à 87, les handicaps récurrents des sept départements constitutifs du territoire du CMNE (taux de chômage, taux de pauvreté, taux de surendettement supérieurs à la moyenne nationale), ne permettent pas d'espérer une évolution positive du volume d'activité de la **banque de détail** au 2<sup>ème</sup> semestre. Au contraire, il est prudent d'envisager un tassement de celle-ci dans le métier principal du CMNE : le crédit à l'habitat.

Miroir de ce pessimisme ambiant, les formes les plus liquides et les plus sécurisées de l'épargne, à savoir les comptes courants, les comptes à terme et les comptes sur livret continueront de rallier les suffrages et ce, malgré des taux bas qui reflètent l'état du marché monétaire, fortement influencé par un taux d'intérêt à zéro, servi par la BCE sur les dépôts bancaires au jour le jour.

**En Belgique**, dans un contexte économique qui ne devrait pas être fondamentalement différent du contexte français, BKCP Banque va travailler à rendre plus efficace son processus crédit afin de réaliser tout le potentiel de ce secteur d'activité. Pour sa part, CitiBank Belgium va concentrer son action sur la relance commerciale, en particulier au niveau des agents délégués. De nouveaux contrats de co-branding des cartes sont en négociation et les résultats de l'année devraient être en progression sensible par rapport à 2011.

Si les perspectives du **Pôle Entreprises** pour l'ensemble de l'exercice restent positives il convient d'être particulièrement vigilant face à la combinaison d'une économie stagnante, d'un manque de confiance avéré des chefs d'entreprise et du report de dossiers industriels délicats au 2<sup>ème</sup> semestre, une fois passées les élections.

Le Pôle reste attentif à tous les relais de croissance possibles dans la démarche qu'il a engagée pour accentuer les synergies entre équipes et, au niveau de la BCMNE, pour développer sa présence auprès des entreprises via l'expérience acquise dans l'Ingénierie Financière et Patrimoniale et l'action menée en faveur des Entreprises de Taille Intermédiaire.

Pour le **Pôle Assurances**, les incertitudes ou les inquiétudes qui ont marqué le 1<sup>er</sup> semestre seront toujours présentes au 2<sup>ème</sup> : accroissement de la pression fiscale sur l'épargne, dégradation de la confiance financière envers les états, aléas réglementaires sur le calendrier d'application et sur le contenu même de la réforme Solvabilité II.

Dans ce contexte, les objectifs d'activité commerciale pour 2012 sont d'atteindre une stabilité des encours gérés (hors capitalisation) sur les fonds euros et de maintenir le développement en unités de compte.

Les effets de base qui ont pesé très fortement sur la comparaison avec le premier semestre 2011 devraient être moins négatifs pour la fin de l'année, le ralentissement de l'assurance vie ayant commencé en août 2011.

La croissance des activités d'ACMN IARD et des assurances de personnes devraient continuer leur développement dans le même rythme qu'au premier semestre.

Pour le **Pôle Gestion pour Compte de Tiers** et dans le prolongement de ses succès commerciaux du premier semestre 2012, La Française AM compte profiter de la complémentarité de ses expertises et des synergies issues de ses différents segments de clientèle, au travers d'une offre produits différenciée qui réponde aux attentes de ses clients.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2012

La hausse de ses encours devrait être soutenue par :

- les récents gains d'appels d'offres sur ses expertises actions et immobilier,
- un partenariat conclu avec S&P Capital IQ, leader mondial dans la fourniture de données et l'analyse multi-classes d'actifs, autour de l'expertise Crédit International qui se déclinera sous la forme de véhicule d'investissement de droit luxembourgeois,
- une offre de produits de dettes immobilières visant à pallier le retrait des banques de ce créneau.

Enfin, La Française AM travaillera activement à préparer le lancement en 2013 de sa nouvelle branche d'activité de Solutions d'investissements. L'ambition de cette nouvelle activité est de répondre aux besoins des investisseurs institutionnels à travers des produits sur-mesure intégrant des mécanismes à forte technicité jusqu'ici déployés exclusivement dans les salles de marché. Cette activité sera déployée au sein d'une nouvelle filiale, La Française Investment Solutions.

=====



## Attestation du responsable de la publication du rapport d'activité semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 29 août 2012



**Eric Charpentier**  
Directeur Général

**GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4 Place Richebé  
59 800 Lille

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle  
au 30 juin 2012**

aCéa  
Parc de la Cimaise  
28, rue du Carrousel  
59650 Villeneuve d'Ascq

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, Place Richebé  
59 800 Lille

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2012**

---

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeneuve d'Ascq et Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

aC a

Deloitte & Associés

*Entité du groupe Mazars*



Michel BARBET-MASSIN



Cécile FONTAINE



Sylvie BOURGUIGNON

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2012

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales - Actif</b>	<b>1</b>	<b>499 758</b>	<b>285 978</b>	<b>213 780</b>	<b>74,75%</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2</b>	<b>9 233 244</b>	<b>9 290 831</b>	<b>(57 587)</b>	<b>(0,62)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - Trading		-	2 386	(2 386)	(100,00)%
- Effets publics et valeurs ass. - JVO		-	-	-	-
- Obligations et autres T.R.F. - Trading		4 674	4 486	188	4,19%
- Obligations et autres T.R.F. - JVO		3 818 949	3 562 367	256 582	7,20%
- Actions et autres T.R.V - Trading		255 850	248 974	6 876	2,76%
- Actions et autres T.R.V - JVO		5 149 364	5 467 504	(318 140)	(5,82)%
- Prêts et créances sur EC - JVO		-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs fin. - Trading	<b>4</b>	4 407	5 114	(707)	(13,82)%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Actif</b>	<b>2, 3, 4</b>	<b>53 069</b>	<b>32 873</b>	<b>20 196</b>	<b>61,44%</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>2, 5, 8</b>	<b>5 922 711</b>	<b>4 715 956</b>	<b>1 206 755</b>	<b>25,59%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DALV		491 034	99 936	391 098	391,35%
- Obligations et autres T.R.F. - DALV		4 714 757	4 206 875	507 882	12,07%
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV		543 180	233 573	309 607	132,55%
- Participations et ATDLT - DALV		51 597	27 781	23 816	85,73%
- Parts dans les entreprises liées - DALV		122 143	147 791	(25 648)	(17,35)%
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1 &amp; 8</b>	<b>3 186 969</b>	<b>3 438 859</b>	<b>(251 890)</b>	<b>(7,32)%</b>
- Prêts sur les établissements de crédit		3 186 969	3 438 859	(251 890)	(7,32)%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC		-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>6 &amp; 8</b>	<b>15 193 261</b>	<b>12 392 653</b>	<b>2 800 608</b>	<b>22,60%</b>
- Prêts sur la clientèle		14 065 228	11 300 531	2 764 697	24,47%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL		-	-	-	-
- Location financement bailleur - Op de CB		870 913	845 196	25 717	3,04%
- Location financement bailleur - Op de LS		257 120	246 926	10 194	4,13%
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>68 969</b>	<b>74 819</b>	<b>(5 850)</b>	<b>(7,82)%</b>
<b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>7 &amp; 8</b>	<b>1 285 739</b>	<b>1 801 948</b>	<b>(516 209)</b>	<b>(28,65)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DJM		85 895	84 548	1 347	1,59%
- Obligations et autres T.R.F. - DJM		1 199 844	1 717 400	(517 556)	(30,14)%
<b>Actifs d'impôt courants</b>	<b>10</b>	<b>85 078</b>	<b>97 581</b>	<b>(12 503)</b>	<b>(12,81)%</b>
<b>Actifs d'impôt différés</b>	<b>10</b>	<b>114 842</b>	<b>70 561</b>	<b>44 281</b>	<b>62,76%</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>11</b>	<b>398 015</b>	<b>349 225</b>	<b>48 790</b>	<b>13,97%</b>
- Autres actifs		250 289	217 218	33 071	15,22%
- Comptes de régularisation - Actif		119 447	102 350	17 097	16,70%
- Autres actifs d'assurance		28 279	29 657	(1 378)	(4,65)%
<b>Actifs non courants dest. à être cédés</b>		<b>2 096</b>	<b>3 113</b>	<b>(1 017)</b>	<b>(32,67)%</b>
<b>Participation aux bénéfices différée</b>	<b>17</b>	<b>240 138</b>	<b>451 622</b>	<b>(211 484)</b>	<b>(46,83)%</b>
<b>Participations dans les entreprises MEE</b>	<b>12</b>	<b>112 922</b>	<b>110 767</b>	<b>2 155</b>	<b>1,95%</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>13</b>	<b>49 912</b>	<b>50 918</b>	<b>(1 006)</b>	<b>(1,98)%</b>
<b>Immobilisations corporelles et LF preneur</b>	<b>14</b>	<b>197 079</b>	<b>174 889</b>	<b>22 190</b>	<b>12,69%</b>
- Immobilisations corporelles		197 079	174 889	22 190	12,69%
- Location financement preneur		-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>14</b>	<b>31 692</b>	<b>30 756</b>	<b>936</b>	<b>3,04%</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>15</b>	<b>197 039</b>	<b>197 039</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>36 872 533</b>	<b>33 570 388</b>	<b>3 302 145</b>	<b>9,84%</b>

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2012

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Banques centrales - Passif</b>	<b>1</b>	<b>75 000</b>	<b>-</b>	<b>75 000</b>	<i>n.s.</i>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2</b>	<b>28 699</b>	<b>38 811</b>	<b>(10 112)</b>	<b>(26,05)%</b>
- Dettes envers les EC - JVO		-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dettes représentées par un titre - JVO		-	-	-	-
- Dettes subordonnées - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs fin. - Trading	<b>4</b>	28 699	38 811	(10 112)	(26,05)%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Passif</b>	<b>2, 3, 4</b>	<b>194 466</b>	<b>161 963</b>	<b>32 503</b>	<b>20,07%</b>
<b>Dettes envers les Ets de crédit</b>	<b>1</b>	<b>1 171 933</b>	<b>398 339</b>	<b>773 594</b>	<b>194,20%</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>6</b>	<b>15 389 242</b>	<b>12 249 649</b>	<b>3 139 593</b>	<b>25,63%</b>
- Cptes créd. clientèle - CERS - A vue		9 880 932	7 359 671	2 521 261	34,26%
- Cptes créd. clientèle - CERS - A terme		1 261 324	1 267 316	(5 992)	(0,47)%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A vue		2 991 433	2 601 045	390 388	15,01%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A terme		1 255 553	1 021 617	233 936	22,90%
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>16</b>	<b>5 421 681</b>	<b>6 310 996</b>	<b>(889 315)</b>	<b>(14,09)%</b>
- Dettes rep. par un T. - Bon de caisse		249 829	189 948	59 881	31,52%
- Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN		4 821 370	5 812 367	(990 997)	(17,05)%
- Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.		350 482	308 681	41 801	13,54%
- Dettes rep. par un T. - Autres		-	-	-	-
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>728</b>	<b>992</b>	<b>(264)</b>	<b>(26,61)%</b>
<b>Passifs d'impôt courants</b>	<b>10</b>	<b>60 711</b>	<b>62 497</b>	<b>(1 786)</b>	<b>(2,86)%</b>
<b>Passifs d'impôt différés</b>	<b>10</b>	<b>33 067</b>	<b>12 019</b>	<b>21 048</b>	<b>175,12%</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>11</b>	<b>1 176 300</b>	<b>1 389 596</b>	<b>(213 296)</b>	<b>(15,35)%</b>
- Autres passifs		1 021 336	1 157 031	(135 695)	(11,73)%
- Comptes de régularisation - Passif		154 964	232 565	(77 601)	(33,37)%
- Autres passifs d'assurance		-	-	-	-
<b>Dettes liées aux actifs dest. à être cédés</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Prov. techniques des contrats d'assur.</b>	<b>17</b>	<b>10 909 738</b>	<b>10 753 567</b>	<b>156 171</b>	<b>1,45%</b>
<b>Provisions</b>	<b>18</b>	<b>129 488</b>	<b>68 825</b>	<b>60 663</b>	<b>88,14%</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>19</b>	<b>165 124</b>	<b>135 364</b>	<b>29 760</b>	<b>21,99%</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 116 356</b>	<b>1 987 770</b>	<b>128 586</b>	<b>6,47%</b>
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>	<b>20</b>	<b>2 081 583</b>	<b>1 949 633</b>	<b>131 950</b>	<b>6,77%</b>
- Capital souscrit		1 329 866	1 268 427	61 439	4,84%
- Primes d'émission		2 750	2 750	-	-
- Réserves consolidées - Groupe		566 136	533 123	33 013	6,19%
- Résultat - Groupe		95 502	83 520	11 982	14,35%
- Gains ou pertes latents - Groupe		87 329	61 813	25 516	41,28%
<b>Capitaux propres - Intérêts minoritaires</b>		<b>34 773</b>	<b>38 137</b>	<b>(3 364)</b>	<b>(8,82)%</b>
- Réserves consolidées - Minoritaires		32 749	32 053	696	2,17%
- Résultat consolidé - Minoritaires		1 220	5 568	(4 348)	(78,09)%
- Gains ou pertes latents - Minoritaires		804	516	288	55,81%
<b>Total du passif</b>		<b>36 872 533</b>	<b>33 570 388</b>	<b>3 302 145</b>	<b>9,84%</b>

**COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2012

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2012	30/06/2011 retraité *	Variation		31.12.2011
<b>Produits d'intérêts et assimilés</b>	<b>22</b>	<b>585 313</b>	<b>521 686</b>	<b>63 627</b>	<b>12,20%</b>	<b>1 052 492</b>
- Int. & prod. ass. - Op. avec EC		41 395	39 020	2 375	6,09%	79 936
- Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle		294 096	252 078	42 018	16,67%	503 333
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV		24 995	15 904	9 091	57,16%	40 836
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM		21 817	24 041	(2 224)	(9,25)%	49 462
- Produits sur op. de crédit-bail et ass.		129 269	127 419	1 850	1,45%	248 165
- Produits sur op. de LS		48 605	45 598	3 007	6,59%	92 356
- Dérivés de couverture - Produits		25 136	17 626	7 510	42,61%	38 404
<b>Charges d'intérêts et assimilés</b>	<b>22</b>	<b>(411 259)</b>	<b>(383 628)</b>	<b>(27 631)</b>	<b>7,20%</b>	<b>(767 763)</b>
- Int. & charges ass. - Op. avec EC		(10 159)	(9 300)	(859)	9,24%	(16 397)
- Int. & charges ass. - Op. avec clientèle		(126 121)	(100 462)	(25 659)	25,54%	(212 145)
- Int. & charges ass. - Dettes rep. titre		(62 892)	(74 836)	11 944	(15,96)%	(147 607)
- Int. & charges ass. - Dettes subord.		(2 621)	(2 444)	(177)	7,24%	(4 629)
- Charges sur op. de crédit-bail et ass.		(110 618)	(109 292)	(1 326)	1,21%	(214 559)
- Charges sur op. de LS		(42 351)	(41 041)	(1 310)	3,19%	(82 115)
- Dérivés de couverture - Charges		(56 497)	(46 253)	(10 244)	22,15%	(90 311)
<b>Commissions (Produits)</b>	<b>23</b>	<b>76 810</b>	<b>74 137</b>	<b>2 673</b>	<b>3,61%</b>	<b>144 828</b>
<b>Commissions (Charges)</b>	<b>23</b>	<b>(17 909)</b>	<b>(15 498)</b>	<b>(2 411)</b>	<b>15,56%</b>	<b>(35 700)</b>
<b>Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat</b>	<b>24</b>	<b>15 500</b>	<b>2 073</b>	<b>13 427</b>	<b>647,71%</b>	<b>(40 125)</b>
- Solde net des op. / T. de transaction		3 523	(1 326)	4 849	(365,69)%	(11 032)
- Solde net des op. de change		449	137	312	227,74%	386
- Solde net des dérivés de trading		548	(2 429)	2 977	(122,56)%	(10 499)
- Solde net - Inefficacité dérivés de couv		(609)	(2 753)	2 144	(77,88)%	(940)
- Solde net des actifs financiers JVO		7 821	3 556	4 265	119,94%	(36 846)
- Solde net des passifs financiers JVO		-	-	-	-	-
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO		3 768	4 888	(1 120)	(22,91)%	18 806
- Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO		-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV</b>	<b>25</b>	<b>5 406</b>	<b>14 648</b>	<b>(9 242)</b>	<b>(63,09)%</b>	<b>19 112</b>
- Revenus des titres à revenu variable		5 660	7 964	(2 304)	(28,93)%	9 823
- Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)		(581)	(146)	(435)	297,95%	(2 780)
- Actions, TAP et autres T.R.V.		882	224	658	293,75%	4 051
- Participations, ATDLT, PEL		(555)	6 606	(7 161)	(108,40)%	8 018
- Autres gains et pertes / actifs fin		-	-	-	-	-
<b>Produits des autres activités</b>	<b>26</b>	<b>864 889</b>	<b>1 086 747</b>	<b>(221 858)</b>	<b>(20,41)%</b>	<b>1 879 833</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>26</b>	<b>(710 780)</b>	<b>(908 663)</b>	<b>197 883</b>	<b>(21,78)%</b>	<b>(1 568 469)</b>
<b>Produit Net Bancaire IFRS</b>		<b>407 970</b>	<b>391 502</b>	<b>16 468</b>	<b>4,21%</b>	<b>684 208</b>
<b>Frais généraux IFRS</b>	<b>27</b>	<b>(306 084)</b>	<b>(271 649)</b>	<b>(34 435)</b>	<b>12,68%</b>	<b>(535 179)</b>
- Charges de personnel		(184 901)	(163 897)	(21 004)	12,82%	(323 754)
- Charges générales d'exploitation		(108 352)	(96 734)	(11 618)	12,01%	(187 639)
- Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl		(12 831)	(11 018)	(1 813)	16,45%	(23 786)
<b>Résultat Brut d'Exploitation IFRS</b>		<b>101 886</b>	<b>119 853</b>	<b>(17 967)</b>	<b>(14,99)%</b>	<b>149 029</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>28</b>	<b>(7 956)</b>	<b>(23 651)</b>	<b>15 695</b>	<b>(66,36)%</b>	<b>(31 061)</b>
<b>Résultat d'Exploitation IFRS</b>		<b>93 930</b>	<b>96 202</b>	<b>(2 272)</b>	<b>(2,36)%</b>	<b>117 968</b>
<b>QP de résultat des entreprises MEE</b>	<b>12</b>	<b>3 842</b>	<b>4 116</b>	<b>(274)</b>	<b>(6,66)%</b>	<b>6 889</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>29</b>	<b>(443)</b>	<b>1 505</b>	<b>(1 948)</b>	<b>(129,44)%</b>	<b>9 556</b>
- Solde net - Corr. val. immo corp incorp		(434)	1 462	(1 896)	(129,69)%	9 140
- Résultat sur entités conso (cession...)		(9)	43	(52)	(120,93)%	416
<b>Variations de valeur des écarts d'acq.</b>	<b>30</b>	<b>31 946</b>	<b>1 966</b>	<b>29 980</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 966</b>
<b>Résultat Avant Impôts IFRS</b>		<b>129 275</b>	<b>103 789</b>	<b>25 486</b>	<b>24,56%</b>	<b>136 379</b>
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>31</b>	<b>(32 541)</b>	<b>(37 031)</b>	<b>4 490</b>	<b>(12,12)%</b>	<b>(47 291)</b>
<b>Gains &amp; pertes nets d'impôts / act aband</b>		<b>(12)</b>	<b>(1 708)</b>	<b>1 696</b>	<b>(99,30)%</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net total IFRS</b>		<b>96 722</b>	<b>65 050</b>	<b>31 672</b>	<b>48,69%</b>	<b>89 088</b>
<b>Résultat consolidé - Minoritaires</b>		<b>1 220</b>	<b>2 097</b>	<b>(877)</b>	<b>(41,82)%</b>	<b>5 568</b>
<b>Résultat Net</b>		<b>95 502</b>	<b>62 953</b>	<b>32 549</b>	<b>51,70%</b>	<b>83 520</b>

\* retraitements liés à la correction de valorisation de certains instruments financiers (cf note annexe 24)



**ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

en milliers d'euros

au 30 juin 2012

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2012	30/06/2011 retraité *	Variation		31.12.2011
<b>Résultat Net</b>		<b>96 722</b>	<b>65 050</b>	<b>31 672</b>	<b>48,69%</b>	<b>89 088</b>
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		17 977	13 197	4 780	36,22%	(11 965)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		9 107	(11 956)	21 063	(176,17)%	6 536
Réévaluation des immobilisations		-	-	-	-	-
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		(1 280)	929	(2 209)	(237,78)%	864
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>32, 33</b>	<b>25 804</b>	<b>2 170</b>	<b>23 634</b>	<b>n.s.</b>	<b>(4 565)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>122 526</b>	<b>67 220</b>	<b>55 306</b>	<b>82,28%</b>	<b>84 523</b>
Dont part du Groupe		121 018	65 210	55 808	85,58%	79 110
Dont part des minoritaires		1 508	2 010	(502)	(24,98)%	5 413

\* retraitements liés à la correction de valorisation de certains instruments financiers (cf note annexe 32,33 )



**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2011 / 2012**

en millions d'euros	CMNE	CMNE
	IFRS 2011.12	IFRS 2012.06
Résultat net	89	97
Impôt	47	32
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>136</b>	<b>129</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	24	13
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-8	-51
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-7	-4
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-19	0
+/- Produits/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-508	474
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-518</b>	<b>432</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	-377	947
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	502	14
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	58	-1 528
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	131	-128
- Impôts versés	-39	-8
<b>= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>275</b>	<b>-703</b>
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u></b>	<b><u>-107</u></b>	<b><u>-142</u></b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	264	492
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)	0	0
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	-35	-21
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u></b>	<b><u>229</u></b>	<b><u>471</u></b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	-101	31
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	71	35
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u></b>	<b><u>-30</u></b>	<b><u>66</u></b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>92</b>	<b>395</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-107	-142
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	229	471
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-30	66
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u></b>	<b><u>285</u></b>	<b><u>377</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	312	286
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-27	91
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u></b>	<b><u>377</u></b>	<b><u>772</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	286	425
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	91	347
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>92</b>	<b>395</b>
	0	0

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2011 / 2012**

en millions d'euros	CMNE	CMNE
	IFRS 2011.12	IFRS 2012.06
<b>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie)	16	498
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	-393	449
<b>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-72	-162
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	574	176
<b>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	-449	62
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	0	-745
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	278	148
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	229	-993
<b>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	1	0
+ Encaissements liés aux dividendes reçus	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-215	-50
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	267	554
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	-8	-12
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	219	1
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus	0	0
<b>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	0	0
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	0	0
<b>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-51	-22
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	16	0
<b>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	0	62
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital	-70	0
- Décaissements liés aux dividendes payés	-31	-31
- Décaissements liés aux autres rémunérations	0	0
<b>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre	71	35
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre	0	0
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées	0	0
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées	0	0
N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.		

## GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

	Capital et
en milliers d'euros	Capital
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>1 338 536</b>
Variation de capital	- 70 109
Elimination des titres auto-détenus	
Emission d'actions de préférence	
Composante capitaux propres des instruments hybrides	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	
Affectation du résultat 2010	
Distribution 2011 au titre du résultat 2010	
<b><i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i></b>	<b>- 70 109</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)	
Résultat 31 décembre 2011	
<b><i>Sous-total</i></b>	<b>-</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires	
Changement de méthodes comptables	
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence	
Autres variations	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>1 268 427</b>
Variation de capital	61 439
Elimination des titres auto-détenus	
Emission d'actions de préférence	
Composante capitaux propres des instruments hybrides	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	
Affectation du résultat 2011	
Distribution 2012 au titre du résultat 2011	
<b><i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i></b>	<b>61 439</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)	
Résultat 30 juin 2012	
<b><i>Sous-total</i></b>	<b>-</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires	
Changement de méthodes comptables	
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence	
Autres variations	
<b>Capitaux propres au 30 juin 2012</b>	<b>1 329 866</b>

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 juin 2012**

<b>réserves liées</b>	<b>Réserves consolidées</b>	<b>Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)</b>					
Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées	Variations de valeur des instruments financiers		Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture				
2 750	457 513	82 459	- 16 236	120 876	1 985 898	34 891	2 020 789
					- 70 109		- 70 109
	89 483			- 89 483	-		-
				- 31 393	-		-
-	89 483	-	-	- 120 876	- 31 393	-	- 31 393
					- 101 502	-	- 101 502
		- 11 817	6 536		5 281	155	5 436
				83 520	83 520	5 568	89 088
-	-	- 11 817	6 536	83 520	78 239	5 413	83 652
	- 9 581	6			- 9 575	- 2 167	- 11 742
	-				-		-
	- 851	864			13		13
	- 3 441	1			- 3 440		- 3 440
2 750	533 123	71 513	- 9 700	83 520	1 949 633	38 137	1 987 770
					61 439		61 439
					-		-
	52 626			- 52 626	-		-
				- 30 894	-		-
-	52 626	-	-	- 83 520	30 894	-	30 894
		17 690	9 107		26 797	288	27 085
				95 502	95 502	1 220	96 722
-	-	17 690	9 107	95 502	122 299	1 508	123 807
	- 13 934	-			- 13 934	- 251	- 14 185
	-				-		-
	- 399	1 280			- 1 679		- 1 679
	- 5 280	1			- 5 281	- 4 621	- 9 902
2 750	566 136	87 922	- 593	95 502	2 081 583	34 773	2 116 356



**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES**  
**(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)**

**ARRETES AU 30 JUIN 2012**

---

Cette annexe est divisée en six parties :

- I        INFORMATIONS GENERALES
- II        METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III        PRINCIPES COMPTABLES
- IV        NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V        INFORMATION SECTORIELLE
- VI        AUTRES INFORMATIONS

## **I INFORMATIONS GENERALES**

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les comptes consolidés semestriels condensés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2012 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ainsi, les notes préparées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils figurent dans le rapport annuel au titre de l'exercice 2011.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2009-R04 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

### **⊗ Normes IFRS appliquées par le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012**

IFRS 7 Amendements : Informations à fournir sur les transferts d'actifs. L'application de cet amendement n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au 30 juin 2012.

### **⊗ Recours à des estimations**

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

## FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012

© L'accord conclu par le Crédit Mutuel Nord Europe Belgium (CMNE Belgium) avec Citigroup a abouti au rachat le 30 avril de toutes les activités retail de Citibank Belgique.

Cet investissement permettra au CMNE Belgium de développer sa présence en Belgique de manière significative en lui permettant d'étendre considérablement ses activités et son offre de produits ; la reprise concerne plus d'un demi-million de clients et les activités cartes de crédit et crédit à la consommation (financement dans les points de vente) font également partie de la reprise.

Cette reprise s'inscrit parfaitement dans la stratégie de groupe de CMNE. Elle est clairement axée sur la poursuite de son expansion, notamment dans le nord de la France et en Belgique considérée comme le deuxième marché domestique.

Le bilan simplifié de Citibank Belgique à la date de rachat était le suivant :

ACTIF		PASSIF	
Actifs financiers disponibles à la vente	642	Dettes sur les établissements de crédit	150 002
Prêts et créances sur les établissements de crédit	513 459	Dettes sur la clientèle	2 181 740
Prêts et créances sur la clientèle	2 079 293	Comptes de régul. et passifs divers	33 392
Comptes de régul. et actifs divers	81 917	Provisions	59 682
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 218	Capitaux propres	257 713
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 682 529</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 682 529</b>

Les capitaux propres retraités à la date d'entrée s'élèvent à 257.713 K euros. Le prix d'acquisition des titres est de 225.797 K euros. Cette opération se traduit donc par un "badwill" de 31.916 K euros dont le calcul pourra être affiné dans le délai de 12 mois prévu par la norme. Ce "badwill" comprend un retraitement en juste valeur des prêts et créances de – 48 millions d'euros.

© Le 27 mars 2012, le Crédit Professionnel SA a intégré, via une augmentation de capital, OBK, banque du réseau du Crédit Professionnel en Belgique. Le bilan simplifié de la banque à son entrée dans le Groupe était le suivant :

ACTIF		PASSIF	
Actifs financiers disponibles à la vente	360 297	Passifs à la juste valeur par résultat	5 005
Prêts et créances sur les établissements de crédit	21 420	Dettes sur les établissements de crédit	163 047
Prêts et créances sur la clientèle	559 280	Dettes sur la clientèle	663 362
Comptes de régul. et actifs divers	2 647	Dettes représentées par un titre	74 596
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 955	Comptes de régul. et passifs divers	5 911
		Provisions	5 809
		Dettes subordonnées	28 005
		Capitaux propres	5 864
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>951 599</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>951 599</b>

Les capitaux propres retraités au 27 mars 2012 étaient de 5.864 K euros. La souscription à l'augmentation de capital était de 5.000 K euros. La part de capitaux propres rachetés (85,78 %) est de 5.030 K euros. L'opération dégage donc un "badwill" de 30 K euros dont le calcul pourra être affiné dans le délai de 12 mois prévu par la norme. Ce "badwill" comprend un retraitement en juste valeur des prêts et créances de + 19 millions d'euros.

© Exposition au risque souverain : tous les titres de dettes grecs détenus par le Groupe ont été apportés à l'échange au premier trimestre 2012. Les titres ainsi obtenus ont ensuite été cédés dans leur quasi-intégralité. Cette année encore, une information spécifique sur ce sujet est détaillée en note 5c de l'annexe.



## **II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE**

### **1. METHODES DE CONSOLIDATION**

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et éliminations des opérations réciproques. Cette méthode s'applique en cas de contrôle exclusif : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote, soit le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou soit le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- l'intégration proportionnelle, visant à pratiquer les mêmes opérations de retraitement et éliminations proportionnellement au contrôle exercé. L'intégration proportionnelle est appliquée aux entités sous contrôle conjoint,
- la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat). Cette méthode s'applique lorsque le groupe exerce une influence notable (pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle).

Enfin, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités "ad hoc"), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il en exerce en substance le contrôle, au regard des critères suivants :

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
- le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de la dite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IAS 27 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

## 2. PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2012 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E	d'arrête	contrôlé	intérêt		
<b>1. Entreprises à caractère financier</b>						
<b>1.1 Etablissements de crédit</b>						
> Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE	F	06/12	100	100	10 632	Mère
> Banque Commerciale du Marché Nord Europe (base consolidée) - 4 place Richebé 59000	F	06/12	100	100	6 158	IG
> CMNE Belgium ( <i>base consolidée</i> ) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/12	100	100	41 118	IG
<b>1.2 Etablissements financiers autres que 1.1</b>						
> FCP Nord Europe Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	100	18	IG
> FCP Richebé Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,82	2 514	IG
> FCP Richebé Recovery - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	100	603	IG
<b>1.3 Autres entreprises à caractère financier</b>						
> SDR Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/12	99,80	99,80	-178	IG
<b>2. Entreprises non financières</b>						
<b>2.1 Assurances</b>						
> Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/12	100	100	16 135	IG
<b>2.2 Services</b>						
> Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	F	06/12	100	100	-53	IG
> CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	2	IG
> CMN TEL - 135 Boulevard de la Liberté - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	51	IG
> Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG	F	06/12	10,15	10,15	3 787	MEE
> Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	93	IG
> GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	0	IG
> L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	556	IG
> Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY	F	06/12	34	34	97	MEE
> Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	-2	IG
<b>2.3 Industrie</b>						
<b>2.4 Holding non financier</b>						
> La Française AM (base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	99,49	99,49	11 639	IG
> Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE	F	06/12	100	100	2 332	IG
<b>Total</b>					<b>95 502</b>	

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale

**Banque Commerciale du Marché Nord Europe**  
**4 place Richebé 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E	d'arrête	contrôle	intérêt		
Banque Commerciale du Marché Nord Europe	F	06/12	100	100	2 744	IG
> Bail Actea - 7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	F	06/12	100	100	2 564	IG
> Bail Immo Nord - Tour de Lille- 60 Boulevard de Turin - 59777 EURALILLE	F	06/12	100	100	692	IG
> Bâtiroc Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/12	100	100	402	IG
> GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	0	IG
> Normandie Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/12	99,65	99,63	-244	IG
<b>Total</b>					<b>6 158</b>	

**CMNE Belgium**  
**Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E	d'arrête	contrôle	intérêt		
CMNE Belgium	E	06/12	100	100	27 896	IG
> BKCP SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/12	95,76	95,76	-3 505	IG
> Citibank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES	E	06/12	100	100	11 222	IG
> BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES	E	06/12	100	100	-7	IG
> Crédit Professionnel SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/12	100	100	5 562	IG
> Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/12	100	100	108	IG
> Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/12	100	100	-3	IG
> OBK - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND	E	06/12	95,2	89,39	-155	IG
> Services Crédits aux Professions Indépendantes & PME - Aachener Strabe 28 - 4700 EUPEN	E	06/12	56,32	53,94	0	IG
<b>Total</b>					<b>41 118</b>	

**Nord Europe Participations et Investissements**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E	d'arrête	contrôle	intérêt		
Nord Europe Participations et Investissements	F	06/12	100	100	-338	IG
> SCI Centre Gare	F	06/12	100	100	1 279	IG
> Finimad (Marchand de biens)	F	06/12	100	100	1 392	IG
> Sofimmo 3	F	06/12	100	100	5	IG
> Sofimpar	E	06/12	100	100	-6	IG
<b>Total</b>					<b>2 332</b>	

**IMMOBILIERE DU CMN**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Méthode d'intégration (1)
	F / E	d'arrête	contrôle	intérêt	
> SCI CMN	F	06/12	100	100	IG
> SCI CMN 1	F	06/12	100	100	IG
> SCI CMN 2	F	06/12	100	100	IG
> SCI CMN 3	F	06/12	100	100	IG
> SCI CMN Location	F	06/12	100	100	IG
> SCI CMN Location 2	F	06/12	100	100	IG
> SCI RICHEBE INKERMAN	F	06/12	100	100	IG

**Nord Europe Assurances**  
**9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F/E	d'arrête	contrôle	intérêt		
Nord Europe Assurances	F	06/12	100	100	-1 605	IG
> ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	51	51	1 226	IG
> ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/12	100	100	13 217	IG
> Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	85	IG
> CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG	E	06/12	100	100	1 664	IG
> Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 L2134 LUXEMBOURG	E	06/12	100	100	1 406	IG
> Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/12	100	100	46	IG
> Pérennité Entreprises - 5 Rue de Dunkerque - 75010 PARIS	F	06/12	100	100	68	IG
> Vie Services - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/12	77,5	77,5	28	IG
<b>Total</b>					<b>16 135</b>	

**La Française AM**  
**173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F/E	d'arrête	contrôle	intérêt		
La Française AM	F	06/12	99,49	99,49	-504	IG
> Cholet-Dupont Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	F	06/12	50,74	50,74	86	IP
> Convictions Asset Management - 15 bis rue de Marignan - 75008 PARIS	F	06/12	30,00	29,85	72	MEE
> CMH Gestion - 88 rue Cardinet - 75017 PARIS	F	06/12	24,47	21,00	0	MEE
> Franklin Gérance - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	85,80	-10	IG
> GIE La Française AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,49	0	IG
> Holding Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	F	06/12	33,40	33,23	238	MEE
> La Française AM GP - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	99,98	99,46	130	IG
> La Française AM ICC - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,49	-40	IG
> La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	E	06/12	100	99,53	-228	IG
> La Française AM Private Bank - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	E	06/12	100	99,69	-674	IG
> La Française des Placements - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,48	10 674	IG
> La Française AM Finance Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,49	1 083	IG
> La Française Real Estate Managers - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	86,25	85,80	124	IG
> LFP Nexity Services Immobiliers - 147 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	24,64	21,14	55	MEE
> LFP Sarasin AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,48	567	IG
> Nouvelles EXpertises et Talents AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,49	-74	IG
> Pythagore Investissement BP - 53 rue de Turbigo - 75003 PARIS	F	06/12	30,05	29,89	-416	MEE
> Société Holding Partenaires - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	50,74	50,74	-6	IP
> UFG Courtages - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	99,49	434	IG
> UFG PM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	100	85,80	-138	IG
> UFG Siparex - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/12	66	65,66	266	IG
<b>Total</b>					<b>11 639</b>	

## Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période

	Nom de l'entreprise
<u>Entrées :</u>	
Acquisition	Citibank Belgique OBK
Création	Nouvelles EXpertises et Talents AM
<u>Sorties :</u>	
<u>Changement de dénomination :</u>	

### 3. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

#### ⊗ Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

#### ⊗ Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

#### ⊗ Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés à la juste valeur nette des coûts de vente.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe.

#### ⊗ **Impôts différés**

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### **4. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

### **III PRINCIPES COMPTABLES**

#### **⊙ Prêts et créances**

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

#### **⊙ Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.



Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

## ☉ **Garanties financières et engagements de financement**

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

## ☉ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

## ☉ **Opérations de location**

### ■ **Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur**

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

### ■ **Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur**

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

## ☉ **Titres acquis**

### **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### \* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.



\* Instruments négociés sur un marché non actif

Lorsqu'un marché est illiquide, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, intégrant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait (crédit, liquidité). Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### ***Classification des titres***

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

#### **■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat***

##### Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

\* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

\* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

##### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêtés ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### ■ *Actifs et passifs financiers disponibles à la vente*

##### Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie.

##### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêtés ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

##### Dépréciation et risque de crédit

\* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

\* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

## ■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

### Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

### Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

## Ⓢ **Mesure de la valeur de marché des instruments financiers**

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

- Niveau 1 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur un prix coté :

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement.

- Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur des techniques de valorisation dont toutes les données sont fondées sur des informations de marché observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation doit être établie à partir des références de prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les parts de Société Civiles Immobilières support de contrats en unités de compte dont les actifs sous-jacents font l'objet d'expertises périodiques fondées sur des données de marché observables, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables.

- Niveau 3 : instruments dont la juste valeur repose sur des données internes contenant des données non observables significatives.

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation s'appuyant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables qui se définissent comme des paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Ce niveau comprend notamment les actions non cotées, les obligations évaluées sur la base de modèles de valorisation utilisant au moins un paramètre non observable significatif ou sur la base d'indications de prix induites d'un marché non actif (parts de CDO), les parts de fonds en liquidation ou dont la cotation est suspendue, les dérivés complexes portant sur des sous-jacents multiples.

## Ⓢ *Actifs non courants destinés à être cédés*

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

## Ⓢ *Dérivés et comptabilité de couverture*

### *Détermination de la juste valeur des dérivés*

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

### *Classification des dérivés et comptabilité de couverture*

#### ■ *Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

#### \* Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

#### \* Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

#### ■ *Comptabilité de couverture*

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004 ainsi que pour des emprunts souscrits auprès de la CRH.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

\* Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de banque de détail. Selon les dispositions de la norme IAS 39, le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan intitulée "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leurs sont associés deviennent insuffisants.

\* Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

## Ⓜ Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Les coûts d'emprunt encourus lors de la construction ou l'adaptation des biens immobiliers ne sont pas activés.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

#### Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements : 10 - 25 ans
- Agencements et installations : 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 - 10 ans
- Matériel roulant : 3 - 5 ans
- Matériel informatique : 3 - 5 ans

#### Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1 - 3 ans

### Ⓢ Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### Ⓢ Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Ⓢ Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

#### ■ *Actifs*

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.



En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

#### ■ **Passifs**

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaires font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

#### ■ **Compte de résultat**

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

### Ⓢ **Provisions**

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

### Ⓢ **Avantages au personnel**

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel".

#### ■ **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,

- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Le groupe a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels en compte de résultat de l'exercice sous forme de provisions, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

#### ■ Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

#### ⊙ Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

#### ⊙ Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétés sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.



#### IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

##### 1. NOTES RELATIVES AU BILAN

###### Note 1 : Caisse, Banques Centrales

###### 1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales</b>				
Banques centrales	420 713	230 483	190 230	82,54%
dont réserves obligatoires	54 140	46 901	7 239	15,43%
Caisse	79 045	55 495	23 550	42,44%
<b>Total</b>	<b>499 758</b>	<b>285 978</b>	<b>213 780</b>	<b>74,75%</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>				
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	2 697 076	2 620 263	76 813	2,93%
Autres comptes ordinaires	112 983	35 056	77 927	222,29%
Prêts	267 306	590 327	-323 021	-54,72%
Autres créances	77 631	136 220	-58 589	-43,01%
Créances dépréciées sur base individuelle	48	46	2	4,35%
Créances rattachées	31 925	56 947	-25 022	-43,94%
<b>Total</b>	<b>3 186 969</b>	<b>3 438 859</b>	<b>-251 890</b>	<b>-7,32%</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

###### 1b. Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Banques centrales</b>				
Banques centrales	75 000	0	75 000	n.s.
<b>Total</b>	<b>75 000</b>	<b>0</b>	<b>75 000</b>	<b>n.s.</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>				
Autres comptes ordinaires	40 333	26 446	13 887	52,51%
Emprunts	1 069 127	335 112	734 015	219,04%
Autres dettes	31 316	30 672	644	2,10%
Pensions	25 588	0	25 588	n.s.
Dettes rattachées	5 569	6 109	-540	-8,84%
<b>Total</b>	<b>1 171 933</b>	<b>398 339</b>	<b>773 594</b>	<b>194,20%</b>

###### Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

###### 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2012			31.12.2011		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
<b>. Titres</b>	<b>260 524</b>	<b>8 968 313</b>	<b>9 228 837</b>	<b>255 846</b>	<b>9 029 871</b>	<b>9 285 717</b>
- Effets publics	0	0	0	2 386	0	2 386
- Obligations et autres titres à revenu fixe	4 674	3 818 949	3 823 623	4 486	3 562 367	3 566 853
. Cotés	4 674	3 769 296	3 773 970	4 486	3 512 217	3 516 703
. Non cotés	0	49 653	49 653	0	50 150	50 150
- Actions et autres titres à revenu variable	255 850	5 149 364	5 405 214	248 974	5 467 504	5 716 478
. Cotés	255 850	5 149 364	5 405 214	248 974	5 467 504	5 716 478
. Instruments dérivés de transaction	4 407	0	4 407	5 114	0	5 114
<b>TOTAL</b>	<b>264 931</b>	<b>8 968 313</b>	<b>9 233 244</b>	<b>260 960</b>	<b>9 029 871</b>	<b>9 290 831</b>

## 2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	28 699	38 811	-10 112	-26,05%
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	0	0	n.s.
<b>TOTAL</b>	<b>28 699</b>	<b>38 811</b>	<b>-10 112</b>	<b>-26,05%</b>

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction concernent les instruments dérivés de transaction.

## Note 3 : Couverture

### 3a. Instruments dérivés de couverture

	30.06.2012		31.12.2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Couverture de flux de trésorerie ( Cash flow Hedge )	47 042	41 962	29 707	41 257
. Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	6 027	152 504	3 166	120 706
<b>TOTAL</b>	<b>53 069</b>	<b>194 466</b>	<b>32 873</b>	<b>161 963</b>

### 3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur	Juste valeur	Variation de juste valeur
	30.06.2012	31.12.2011	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	68 969	74 819	-5 850
. de passifs financiers	728	992	-264

## Note 4 : Analyse des instruments dérivés

	30.06.2012			31.12.2011		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	1 450 200	4 161	28 637	2 002 219	5 087	38 786
Options et instruments conditionnels	1 071	236	55	2 678	20	20
<i>Instrument de change</i>						
Autres contrats fermes	25 509	10	7	22 582	7	5
<i>Autres que taux et change</i>						
Options et instruments conditionnels	11 229	0	0	4 616	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>1 488 009</b>	<b>4 407</b>	<b>28 699</b>	<b>2 032 095</b>	<b>5 114</b>	<b>38 811</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	3 316 170	6 027	152 504	3 211 670	3 166	120 706
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	1 109 000	47 042	41 962	1 151 000	29 707	41 257
<b>Sous-total</b>	<b>4 425 170</b>	<b>53 069</b>	<b>194 466</b>	<b>4 362 670</b>	<b>32 873</b>	<b>161 963</b>
<b>Total</b>	<b>5 913 179</b>	<b>57 476</b>	<b>223 165</b>	<b>6 394 765</b>	<b>37 987</b>	<b>200 774</b>

## Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

### 5a. Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
. Effets publics	483 543	98 239	385 304	392,21%
. Obligations et autres titres à revenu fixe	4 641 793	4 116 423	525 370	12,76%
- Cotés	4 478 107	3 939 515	538 592	13,67%
- Non cotés	163 686	176 908	-13 222	-7,47%
. Actions et autres titres à revenu variable	542 888	233 281	309 607	132,72%
- Cotés	418 240	94 304	323 936	343,50%
- Non cotés	124 648	138 977	-14 329	-10,31%
. Titres immobilisés	173 740	175 572	-1 832	-1,04%
- Titres de participations	39 139	15 225	23 914	157,07%
- Autres titres détenus à long terme	12 458	12 556	-98	-0,78%
- Parts dans les entreprises liées	122 143	147 791	-25 648	-17,35%
. Créances rattachées	80 747	92 441	-11 694	-12,65%
<b>TOTAL</b>	<b>5 922 711</b>	<b>4 715 956</b>	<b>1 206 755</b>	<b>25,59%</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	101 747	69 990	31 757	45,37%
Dont obligations dépréciées	5 459	83 069	-77 610	-93,43%
Dont dépréciation	-6 818	-64 797	57 979	-89,48%

En ce qui concerne les titres CIC, au 31 décembre 2008 le Groupe a décidé d'abandonner la valorisation au cours de bourse, au profit d'une valorisation basée sur les capitaux propres IFRS part du Groupe CIC. Le fait de ne pas retenir le cours de bourse est justifié par le caractère jugé inactif du marché du titre CIC et le très faible volume de flottant. Le recours à la même méthode de valorisation s'est pérennisé jusqu'au 31 décembre 2011. Au 30 juin 2012, la méthodologie de valorisation a été affinée : la nouvelle valorisation est désormais fondée sur la "méthode de la somme des parties" (SOTP) ; selon ce calcul, la valeur d'une banque est égale à la somme de la valeur de chacun de ses métiers, déduction faite des coûts de holding. Le montant ainsi déterminé est de 198 euros par action.

### 5b. Liste des principales participations non consolidées

	% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Groupe CIC	< 1	9 507 135	233 282 805	4 165 585	555 169
GACM	< 1	6 733 526	75 850 542	975 643	471 257
CCCM Paris	14%	497 801	6 056 054	36 357	24 222

Données au 31.12.2011

### 5c. Exposition au risque souverain

#### Risque souverain grec

Les titres de dette souveraine grecque précédemment détenus et non encore cédés ont été apportés à l'échange du 12 mars 2012, dans le cadre des dispositions prévues par les autorités européennes. La quasi-totalité des titres grecs ainsi obtenus a ensuite été cédé. Le tableau ci-dessous détaille le risque résiduel. Les montants communiqués incluent le secteur de l'assurance et sont indiqués après prise en compte de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés qui peut s'appliquer à ces encours.

	Exposition nette (*)		
	Banque	Assurance	Total
Actifs à la juste valeur par résultat		11	11
Actifs disponibles à la vente			-
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			-
Total	-	11	11
Plus/moins values constatées en capitaux propres			-
PNB			191
Coût du risque			- 145
Impact - résultat après impôt			45

(\*) Exposition nette : après dépréciation pour risque de contrepartie et prise en compte de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances. Le coût du risque est également net de la PB revenant aux assurés.

## Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS \*

(\* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

Exposition nette	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	2 523	407	8 368	12 204
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2 523</b>	<b>407</b>	<b>8 368</b>	<b>12 204</b>
Plus/moins values constatées en capitaux propres	366	- 46	- 488	- 651

(\*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

## Note 6 : Clientèle

### 6a. Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Créances saines	13 850 494	11 170 440	2 680 054	23,99%
. Créances commerciales	12 177	11 848	329	2,78%
. Autres concours à la clientèle	13 794 801	11 121 789	2 673 012	24,03%
- crédits à l'habitat	7 295 662	6 877 924	417 738	6,07%
- autres concours et créances diverses dont pensions	6 499 139	4 243 865	2 255 274	53,14%
. Créances rattachées	43 516	36 803	6 713	18,24%
Créances d'assurance et réassurance	13 574	10 233	3 341	32,65%
Créances dépréciées sur base individuelle	887 912	377 081	510 831	135,47%
<b>Créances brutes</b>	<b>14 751 980</b>	<b>11 557 754</b>	<b>3 194 226</b>	<b>27,64%</b>
Provisions individuelles	-346 549	-240 013	-106 536	44,39%
Provisions collectives	-340 203	-17 210	-322 993	n.s.
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>14 065 228</b>	<b>11 300 531</b>	<b>2 764 697</b>	<b>24,47%</b>
Location financement (investissement net)	1 143 408	1 109 130	34 278	3,09%
. Mobilier	774 780	754 689	20 091	2,66%
. Immobilier	350 267	334 598	15 669	4,68%
. Créances dépréciées sur base individuelle	18 361	19 843	-1 482	-7,47%
Dépréciations	-15 375	-17 008	1 633	-9,60%
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>1 128 033</b>	<b>1 092 122</b>	<b>35 911</b>	<b>3,29%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 193 261</b>	<b>12 392 653</b>	<b>2 800 608</b>	<b>22,60%</b>

Les fortes variations enregistrées sur plusieurs postes de créances et provisions proviennent essentiellement de l'intégration de Citibank Belgique.

### Opérations de location financement avec la clientèle :

	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2012
Valeur brute comptable	1 109 130	112 818	-78 540	0	1 143 408
Dépréciations des loyers non recouvrables	-17 008	-3 789	5 423	-1	-15 375
Valeur nette comptable	1 092 122	109 029	-73 117	-1	1 128 033

### 6b. Dettes envers la clientèle

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
. Comptes d'épargne à régime spécial	11 011 620	8 613 744	2 397 876	27,84%
- à vue	9 769 748	7 350 406	2 419 342	32,91%
- à terme	1 241 872	1 263 338	-21 466	-1,70%
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	130 636	13 243	117 393	886,45%
<b>Sous-total</b>	<b>11 142 256</b>	<b>8 626 987</b>	<b>2 515 269</b>	<b>29,16%</b>
. Comptes à vue	2 930 405	2 549 316	381 089	14,95%
. Comptes et emprunts à terme	1 185 943	1 007 069	178 874	17,76%
. Dettes rattachées	69 934	14 709	55 225	375,45%
. Dettes d'assurance et de réassurance	60 704	51 568	9 136	17,72%
<b>Sous-total</b>	<b>4 246 986</b>	<b>3 622 662</b>	<b>624 324</b>	<b>17,23%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 389 242</b>	<b>12 249 649</b>	<b>3 139 593</b>	<b>25,63%</b>

## Note 7 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Titres	1 273 095	1 780 997	-507 902	-28,52%
- Effets publics	80 322	81 257	-935	-1,15%
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 192 773	1 699 740	-506 967	-29,83%
. Cotés	801 864	984 887	-183 023	-18,58%
. Non cotés	390 909	714 853	-323 944	-45,32%
. Créances rattachées	17 182	25 420	-8 238	-32,41%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 290 277</b>	<b>1 806 417</b>	<b>-516 140</b>	<b>-28,57%</b>
dont actifs dépréciés	6 000	6 000	0	0,00%
Dépréciations	-4 538	-4 469	-69	1,54%
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 285 739</b>	<b>1 801 948</b>	<b>-516 209</b>	<b>-28,65%</b>

## Note 8 : Evolution des provisions pour dépréciations

	31.12.2011	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2012
Prêts et créances sur la clientèle	-274 231	-36 494	34 795	-426 197	-702 127
Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRF	-60 103	0	12 177	46 468	-1 458
Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRV	-4 694	-666	0	0	-5 360
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-4 469	-4 538	4 469	0	-4 538
<b>Total</b>	<b>-343 497</b>	<b>-41 698</b>	<b>51 441</b>	<b>-379 729</b>	<b>-713 483</b>

Les montants figurant dans la colonne "Autres" proviennent, en ce qui concerne la clientèle, de l'entrée de Citibank Belgique et OBK dans le Groupe et, pour les titres, d'un reclassement en provisions techniques assurances.

## Note 9 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

## Note 10 : Impôts

### 10a. Impôts courants

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Actif (par résultat)	85 078	97 581	-12 503	-12,81%
Passif (par résultat)	60 711	62 497	-1 786	-2,86%

### 10b. Impôts différés

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Actif (par résultat)	113 383	57 726	55 657	96,42%
Actif (par capitaux propres)	1 459	12 835	-11 376	-88,63%
Passif (par résultat)	19 022	6 769	12 253	181,02%
Passif (par capitaux propres)	14 045	5 250	8 795	167,52%

## Répartition des impôts différés par grandes catégories

	30.06.2012		31.12.2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Reports fiscaux déficitaires	10 862	0	11 198	0
. Différences temporaires sur				
- PV/MV différées sur titres disponibles à la vente	1 459	14 484	2 040	0
- autres gains/pertes latents ou différés	439	0	5 545	0
- provisions	100 290	112	29 187	100
- réserve latente de location financement	649	4 128	940	4 354
- autres décalages temporaires	0	13 200	32 088	18 002
. Compensation	1 143	1 143	-10 437	-10 437
<b>Total des actifs et passifs d'impôts différés</b>	<b>114 842</b>	<b>33 067</b>	<b>70 561</b>	<b>12 019</b>

## Note 11 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

### 11a. Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Comptes de régularisation actif</b>				
Valeurs reçues à l'encaissement	22 063	24 904	-2 841	-11,41%
Comptes d'ajustement sur devises	3	4	-1	-25,00%
Produits à recevoir	12 154	12 038	116	0,96%
Comptes de régularisation divers	85 227	65 404	19 823	30,31%
<b>Sous-total</b>	<b>119 447</b>	<b>102 350</b>	<b>17 097</b>	<b>16,70%</b>
<b>Autres actifs</b>				
Dépôts de garantie versés	26 131	24 903	1 228	4,93%
Débiteurs divers	209 840	184 336	25 504	13,84%
Stocks et assimilés	14 318	7 979	6 339	79,45%
<b>Sous-total</b>	<b>250 289</b>	<b>217 218</b>	<b>33 071</b>	<b>15,22%</b>
<b>Autres actifs d'assurance</b>				
<b>Provisions techniques - Part des réassureurs</b>	28 279	29 657	-1 378	-4,65%
<b>Sous-total</b>	<b>28 279</b>	<b>29 657</b>	<b>-1 378</b>	<b>-4,65%</b>
<b>Total</b>	<b>398 015</b>	<b>349 225</b>	<b>48 790</b>	<b>13,97%</b>

### 11b. Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Comptes de régularisation passif</b>				
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	29	5	24	480,00%
Charges à payer	34 432	35 978	-1 546	-4,30%
Produits constatés d'avance	98 358	97 455	903	0,93%
Comptes de régularisation divers	22 145	99 127	-76 982	-77,66%
<b>Sous-total</b>	<b>154 964</b>	<b>232 565</b>	<b>-77 601</b>	<b>-33,37%</b>
<b>Autres passifs</b>				
Comptes de règlement sur opérations sur titres	637 119	781 520	-144 401	-18,48%
Versements restant à effectuer sur titres	132 574	119 548	13 026	10,90%
Créditeurs divers	251 643	255 963	-4 320	-1,69%
<b>Sous-total</b>	<b>1 021 336</b>	<b>1 157 031</b>	<b>-135 695</b>	<b>-11,73%</b>
<b>Autres passifs d'assurance</b>				
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Total</b>	<b>1 176 300</b>	<b>1 389 596</b>	<b>-213 296</b>	<b>-15,35%</b>

**Note 12 : Participations dans les entreprises mises en équivalence**  
**Quote-part dans le résultat des entreprises MEE**

	30.06.2012		31.12.2011	
	Valeur de MEE	QP de résultat	Valeur de MEE	QP de résultat
Euro Information	76 055	3 787	73 862	4 887
CM Habitat Gestion	79	0	105	0
Sicorfé Maintenance	1 124	97	1 027	121
Pythagore	908	-418	1 327	94
Convictions Asset Management	1 422	73	1 349	1 258
Holding Cholet Dupont S.A.	9 347	239	9 174	529
LFP Nexity services immobiliers	23 987	64	23 923	0
<b>TOTAL</b>	<b>112 922</b>	<b>3 842</b>	<b>110 767</b>	<b>6 889</b>

**Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence**

	Total bilan	PNB	Résultat net
Euro Information	851 392	723 384	47 854
CM Habitat Gestion	510	4	0
Sicorfé Maintenance	4 489	7 720	355
Pythagore	4 932	391	314
Convictions Asset Management	9 536	10 226	4 195
Holding Cholet Dupont S.A.	156 563	14 416	1 583
LFP Nexity services immobiliers	97 091	0	0

N.B. : Ces données se rapportent à l'exercice 2011

**Note 13 : Immeubles de placement**

	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2012
Coût historique	71 356	120	-82	402	71 796
Amortissement et dépréciation	-20 438	-1 446	0	0	-21 884
<b>Montant net</b>	<b>50 918</b>	<b>-1 326</b>	<b>-82</b>	<b>402</b>	<b>49 912</b>

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) est de 76.900 K€ au 30 juin 2012, comme au 31 décembre 2011. Elle est déterminée à dire d'expert.

**Note 14 : Immobilisations corporelles et incorporelles**

**14a. Immobilisations corporelles**

	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2012
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	17 884	17	-13	932	18 820
Constructions d'exploitation	190 670	5 919	-3 609	10 650	203 630
Autres immobilisations corporelles	170 772	14 241	-6 465	56 784	235 332
<b>Total</b>	<b>379 326</b>	<b>20 177</b>	<b>-10 087</b>	<b>68 366</b>	<b>457 782</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Terrains d'exploitation	-1	0	0	0	-1
Constructions d'exploitation	-105 111	-3 669	2 935	-5 143	-110 988
Autres immobilisations corporelles	-99 325	-6 607	6 243	-50 025	-149 714
<b>Total</b>	<b>-204 437</b>	<b>-10 276</b>	<b>9 178</b>	<b>-55 168</b>	<b>-260 703</b>
<b>Montant net</b>	<b>174 889</b>	<b>9 901</b>	<b>-909</b>	<b>13 198</b>	<b>197 079</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent de l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

## 14b. Immobilisations incorporelles

	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2012
<b>Coût historique</b>					
. Immobilisations générées en interne	0	0	0	43 606	43 606
. Immobilisations acquises	69 797	1 525	-34	636	71 924
- logiciels	27 992	1 152	0	728	29 872
- autres	41 805	373	-34	-92	42 052
<b>Total</b>	<b>69 797</b>	<b>1 525</b>	<b>-34</b>	<b>44 242</b>	<b>115 530</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
. Immobilisations générées en interne	0	-139	0	-42 164	-42 303
. Immobilisations acquises	-39 041	-2 415	20	-99	-41 535
- logiciels	-22 499	-1 222	0	-145	-23 866
- autres	-16 542	-1 193	20	46	-17 669
<b>Total</b>	<b>-39 041</b>	<b>-2 554</b>	<b>20</b>	<b>-42 263</b>	<b>-83 838</b>
<b>Montant net</b>	<b>30 756</b>	<b>-1 029</b>	<b>-14</b>	<b>1 979</b>	<b>31 692</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent de l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

## Note 15 : Ecart d'acquisition

	31.12.2011	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2012
Ecart d'acquisition *	198 954	0	0	0	198 954
Dépréciations	-1 915	0	0	0	-1 915
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>197 039</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197 039</b>

\* dont 19,255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005



## Détail des écarts d'acquisition

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2011	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Valeur de l'EA au 30.06.2012
BKCP / BKCP Securities	316				316
CMNE Belgium / BKCP	2 027				2 027
CMNE Belgium / La Française AM Private Bank	2 736				2 736
Amortissement au 1-1-2005	-821				-821
Dépréciation	-1 915				-1 915
CMNE / UFG IM	8 061				8 061
Amortissement au 1-1-2005	-3 348				-3 348
CMNE / La Pérennité	18 025				18 025
Amortissement au 1-1-2005	-5 858				-5 858
CMNE / La Française AM	937				937
Amortissement au 1-1-2005	-298				-298
La Française Real Estate Management / Eurogérance	1 567				1 567
La Française Real Estate Management / Franklin Gérance	755				755
La Française AM / La Française Real Estate Management	7 371				7 371
Amortissement au 1-1-2005	-3 872				-3 872
NEA / ACMN Vie	5 640				5 640
NEPI / SCI Centre Gare	1 358				1 358
Amortissement au 1-1-2005	-633				-633
NEPI / La Française Real Estate Management	6 321				6 321
Amortissement au 1-1-2005	-4 425				-4 425
La Française AM Finance Services / Société Holding Partenaires	863				863
LFP / UFG Sarasin	2 833				2 833
La Française AM / Groupe LFP	159 398				159 398
Autres	1				1
<b>TOTAL</b>	<b>197 039</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197 039</b>

## Note 16 : Dettes représentées par un titre

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Bons de caisse	244 722	186 348	58 374	31,33%
TMI & TCN	4 783 567	5 763 180	-979 613	-17,00%
Emprunts obligataires	338 830	304 862	33 968	11,14%
Dettes rattachées	54 562	56 606	-2 044	-3,61%
<b>TOTAL</b>	<b>5 421 681</b>	<b>6 310 996</b>	<b>-889 315</b>	<b>-14,09%</b>

## Note 17 : Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Vie	9 403 950	9 339 933	64 017	0,69%
Non vie	174 048	127 212	46 836	36,82%
Unités de compte	1 317 620	1 275 559	42 061	3,30%
Autres	14 120	10 863	3 257	29,98%
<b>TOTAL</b>	<b>10 909 738</b>	<b>10 753 567</b>	<b>156 171</b>	<b>1,45%</b>
dont participation aux bénéfices différée passive	139 128	228 208	-89 080	-39,03%
Participation aux bénéfices différée active	240 138	451 622	-211 484	-46,83%
Part des réassureurs dans les provisions techniques	28 279	29 657	-1 378	-4,65%
<b>PROVISIONS TECHNIQUES NETTES</b>	<b>10 641 321</b>	<b>10 272 288</b>	<b>369 033</b>	<b>3,59%</b>

## Note 18 : Provisions

	31.12.2011	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2012
<b>Provisions pour risques</b>	<b>7 037</b>	<b>4 269</b>	<b>-9 589</b>	<b>-454</b>	<b>14 663</b>	<b>15 926</b>
Sur engagements par signature	1 051	340	0	-349	0	1 042
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	-4 457	0	8 089	3 632
Sur risques pays	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôt	214	0	0	0	0	214
Provisions pour litiges	868	1 064	-2 031	0	6 574	6 475
Provisions pour risques sur créances diverses	4 904	2 865	-3 101	-105	0	4 563
<b>Autres provisions</b>	<b>22 609</b>	<b>1 174</b>	<b>-361</b>	<b>-5 377</b>	<b>12 672</b>	<b>30 717</b>
Provision pour épargne logement	9 099	2	0	-1 251	0	7 850
Provisions pour éventualité diverses	12 032	1 172	-313	-1 078	10 074	21 887
Autres provisions	1 478	0	-48	-3 048	2 598	980
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>39 179</b>	<b>5 856</b>	<b>-330</b>	<b>0</b>	<b>38 140</b>	<b>82 845</b>
<b>Total</b>	<b>68 825</b>	<b>11 299</b>	<b>-10 280</b>	<b>-5 831</b>	<b>65 475</b>	<b>129 488</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent de l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

	31.12.2010	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	31.12.2011
<b>Provisions pour risques</b>	<b>42 306</b>	<b>4 890</b>	<b>-200</b>	<b>-39 431</b>	<b>-528</b>	<b>7 037</b>
Sur engagements par signature	760	557	0	-266	0	1 051
Provision pour impôt	173	59	-18	0	0	214
Provisions pour litiges	248	800	-152	0	-28	868
Provisions pour risques sur créances diverses	41 125	3 474	-30	-39 165	-500	4 904
<b>Autres provisions</b>	<b>37 276</b>	<b>4 770</b>	<b>-629</b>	<b>-9 016</b>	<b>-9 792</b>	<b>22 609</b>
Provision pour épargne logement	11 751	9	0	-2 661	0	9 099
Provisions pour éventualité diverses	20 707	3 244	-629	-1 498	-9 792	12 032
Autres provisions	4 818	1 517	0	-4 857	0	1 478
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>34 688</b>	<b>5 195</b>	<b>-393</b>	<b>-188</b>	<b>-123</b>	<b>39 179</b>
<b>Total</b>	<b>114 270</b>	<b>14 855</b>	<b>-1 222</b>	<b>-48 635</b>	<b>-10 443</b>	<b>68 825</b>

### Provisions PEL / CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	63 390	229 035	658 424	950 849
Montant des provisions sur PEL	268	1 986	1 285	3 539
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				249 226
Montant des provisions sur CEL				2 333
Dotations Provisions EL				2
Reprises Provisions EL				1 250
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				75 864
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				1 978

### Engagements de retraite et avantages similaires

	31.12.2011	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	30.06.2012
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	36 903	5 330	-5	0	42 228
Compléments de retraite	1 225	526	-325	38 140	39 566
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	1 051	0	0	0	1 051
<b>Total comptabilisé</b>	<b>39 179</b>	<b>5 856</b>	<b>-330</b>	<b>38 140</b>	<b>82 845</b>

La variation dans la colonne "Autres" provient de l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

	31.12.2010	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	31.12.2011
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	31 877	5 158	-9	-123	36 903
Compléments de retraite	1 409	0	-184	0	1 225
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	1 402	37	-388	0	1 051
<b>Total comptabilisé</b>	<b>34 688</b>	<b>5 195</b>	<b>-581</b>	<b>-123</b>	<b>39 179</b>

## Note 19 : Dettes subordonnées

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Dettes subordonnées	16 502	0	16 502	n.s.
Dettes subordonnées à durée indéterminée	146 879	134 858	12 021	8,91%
Dettes rattachées	1 743	506	1 237	244,47%
<b>TOTAL</b>	<b>165 124</b>	<b>135 364</b>	<b>29 760</b>	<b>21,99%</b>

## Caractéristiques des principales dettes subordonnées

Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Echéance
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE	2004	150 000	150 000	-
- détention groupe CMNE		-18 020	13 617	
Autres			26 998	
Dettes rattachées			1 743	
			<b>165 124</b>	

## Note 20 : Capitaux propres

### 20a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Capital et réserves liées au capital	1 332 616	1 271 177	61 439	4,83%
- Capital	1 329 866	1 268 427	61 439	4,84%
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	2 750	2 750	0	0,00%
Réserves consolidées	566 136	533 123	33 013	6,19%
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	656 909	627 171	29 738	4,74%
- Report à nouveau	-90 773	-94 048	3 275	-3,48%
<b>Total</b>	<b>1 898 752</b>	<b>1 804 300</b>	<b>94 452</b>	<b>5,23%</b>

### 20b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :				
- actifs disponibles à la vente	87 922	71 513	16 409	22,95%
- dérivés de couverture (CFH)	-593	-9 700	9 107	-93,89%
<b>Total</b>	<b>87 329</b>	<b>61 813</b>	<b>25 516</b>	<b>41,28%</b>

\* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

## Note 21 : Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements en faveur d'établissements de crédit	68 621	64 960	3 661	5,64%
Engagements en faveur de la clientèle	2 165 988	1 110 812	1 055 176	94,99%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	200 985	19 470	181 515	932,28%
Engagements d'ordre de la clientèle	141 984	123 409	18 575	15,05%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements donnés	1 183	1 358	-175	-12,89%

Engagements reçus	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	860 338	511 938	348 400	68,06%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 361 798	2 284 680	77 118	3,38%
Engagements reçus de la clientèle	5 585 619	4 312 037	1 273 582	29,54%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements reçus	1 183	1 358	-175	-12,89%

### Actifs donnés en garantie de passif

	30.06.2012	31.12.2011	Variation	
Dépôts de garantie sur opérations de marché	26 131	24 903	1 228	4,93%
Titres et valeurs donnés en pension	25 588	0	25 588	n.s.
<b>Total</b>	<b>51 719</b>	<b>24 903</b>	<b>26 816</b>	<b>107,68%</b>

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 22 : Intérêts et produits / charges assimilés

	30.06.2012		30.06.2011		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	41 395	-10 159	39 020	-9 300	79 936	-16 397
. Clientèle	471 970	-279 090	425 095	-250 795	843 854	-508 819
- dont location financement et location simple	177 874	-152 969	173 017	-150 333	340 521	-296 674
. Instruments dérivés de couverture	25 136	-56 497	17 626	-46 253	38 404	-90 311
. Actifs financiers disponibles à la vente	24 995		15 904		40 836	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	21 817		24 041		49 462	
. Dettes représentées par un titre		-62 892		-74 836		-147 607
. Dettes subordonnées		-2 621		-2 444		-4 629
<b>TOTAL</b>	<b>585 313</b>	<b>-411 259</b>	<b>521 686</b>	<b>-383 628</b>	<b>1 052 492</b>	<b>-767 763</b>
Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	560 177	-354 762	504 060	-337 375	1 014 088	-677 452
Dont intérêts sur passifs au cout amorti		-354 762		-337 375		-677 452

### Note 23 : Commissions

	30.06.2012		30.06.2011		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 270	-168	1 157	-205	2 296	-370
Clientèle	28 618	-434	30 930	-406	59 753	-816
Titres	7 409	-4	7 371	-4	13 757	-36
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	<i>2 238</i>		<i>2 932</i>		<i>2 659</i>	
Instruments dérivés	4	0	5	0	10	0
Change	164	0	89	0	273	0
Engagements de financement et de garantie	70	-62	67	-69	139	-121
Prestations de services	39 275	-17 241	34 518	-14 814	68 600	-34 357
<b>TOTAL</b>	<b>76 810</b>	<b>-17 909</b>	<b>74 137</b>	<b>-15 498</b>	<b>144 828</b>	<b>-35 700</b>

### Note 24 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Instruments de transaction	4 071	-3 755	7 826	-208,42%	-21 531
Instruments à la juste valeur sur option	11 589	8 444	3 145	37,25%	-18 040
Inefficacité des couvertures	-609	-2 753	2 144	-77,88%	-940
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	-609	-2 753	2 144	-77,88%	-940
. Variations de juste valeur des éléments couverts	7 791	-5 140	12 931	-251,58%	6 189
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	-8 400	2 387	-10 787	-451,91%	-7 129
Résultat de change	449	137	312	227,74%	386
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>15 500</b>	<b>2 073</b>	<b>13 427</b>	<b>647,71%</b>	<b>-40 125</b>
<i>dont dérivés de transaction</i>	<i>548</i>	<i>-2 429</i>	<i>2 977</i>	<i>-122,56%</i>	<i>-10 499</i>

Le montant publié au 30 juin 2011 pour les "Instruments de transaction" était de 3.658 K€ dont "Dérivés de transaction" de 4.984 K€; la diminution de 7.413 K€ dans les montants affichés au titre du 30 juin 2011 provient de la correction de calculs de valorisations erronés. Cette correction impacte également les notes 31, 32 et 33.

## Note 25 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		-581	0	-581
. Actions et autres titres à revenu variable	969	931	-49	1 851
. Titres immobilisés	4 718	62	-617	4 163
. Autres	-27	0	0	-27
<b>Total</b>	<b>5 660</b>	<b>412</b>	<b>-666</b>	<b>5 406</b>

	30.06.2011			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		-146	0	-146
. Actions et autres titres à revenu variable	1 207	420	-196	1 431
. Titres immobilisés	6 757	7 329	-723	13 363
. Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>7 964</b>	<b>7 603</b>	<b>-919</b>	<b>14 648</b>

	31.12.2011			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		-2 780	0	-2 780
. Actions et autres titres à revenu variable	2 954	-50	4 101	7 005
. Titres immobilisés	6 869	9 665	-1 647	14 887
. Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>9 823</b>	<b>6 835</b>	<b>2 454</b>	<b>19 112</b>

## Note 26 : Produits et charges des autres activités

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
<b>Produits des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	747 530	970 735	-223 205	-22,99%	1 631 396
. Charges refacturées	4 720	3 231	1 489	46,08%	4 814
. Autres produits	112 639	112 781	-142	-0,13%	243 623
<b>Sous-total</b>	<b>864 889</b>	<b>1 086 747</b>	<b>-221 858</b>	<b>-20,41%</b>	<b>1 879 833</b>
<b>Charges des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	-671 443	-876 308	204 865	-23,38%	-1 486 960
. Immeubles de placement :					
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-1 446	-1 251	-195	15,59%	-2 186
- moins values de cession	0	0	0	n.s.	-74
. Autres charges	-37 891	-31 104	-6 787	21,82%	-79 323
<b>Sous-total</b>	<b>-710 780</b>	<b>-908 663</b>	<b>197 883</b>	<b>-21,78%</b>	<b>-1 568 469</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>154 109</b>	<b>178 084</b>	<b>-23 975</b>	<b>-13,46%</b>	<b>311 364</b>

## Détail des produits nets des activités d'assurance

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Primes acquises	574 987	790 103	-215 116	-27,23%	1 365 388
Charges des prestations	-547 422	-505 397	-42 025	8,32%	-1 174 516
Variations des provisions	-116 992	-364 756	247 764	-67,93%	-305 439
Autres charges et produits techniques et non techniques	-2 496	-3 278	782	-23,86%	-2 500
Produits nets des placements	168 010	177 755	-9 745	-5,48%	261 503
<b>Total</b>	<b>76 087</b>	<b>94 427</b>	<b>-18 340</b>	<b>-19,42%</b>	<b>144 436</b>

## Note 27 : Frais généraux

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Charges de personnel	-184 901	-163 897	-21 004	12,82%	-323 754
Autres charges	-121 183	-107 752	-13 431	12,46%	-211 425
<b>TOTAL</b>	<b>-306 084</b>	<b>-271 649</b>	<b>-34 435</b>	<b>12,68%</b>	<b>-535 179</b>

### 27a. Charges de personnel

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Salaires et traitements	-107 764	-98 113	-9 651	9,84%	-189 753
Charges sociales	-56 766	-46 288	-10 478	22,64%	-93 824
Intéressement et participation des salariés	-10 242	-9 369	-873	9,32%	-20 261
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-9 928	-10 127	199	-1,97%	-20 101
Autres	-201	0	-201	n.s.	185
<b>TOTAL</b>	<b>-184 901</b>	<b>-163 897</b>	<b>-21 004</b>	<b>12,82%</b>	<b>-323 754</b>

### Effectifs moyens

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Techniciens de la banque	2 667	2 625	42	1,60%	2 503
Cadres	2 080	1 536	544	35,42%	1 443
<b>Total</b>	<b>4 747</b>	<b>4 161</b>	<b>586</b>	<b>14,08%</b>	<b>3 946</b>

L'augmentation s'explique essentiellement par l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

### 27b. Autres charges d'exploitation

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Impôts et taxes	-9 348	-8 226	-1 122	13,64%	-15 484
Services extérieurs	-72 996	-71 525	-1 471	2,06%	-131 301
Autres charges diverses	-26 008	-16 983	-9 025	53,14%	-40 854
<b>Total</b>	<b>-108 352</b>	<b>-96 734</b>	<b>-11 618</b>	<b>12,01%</b>	<b>-187 639</b>

### 27c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Amortissements :	-12 826	-10 739	-2 087	19,43%	-23 789
- immobilisations corporelles	-10 275	-8 555	-1 720	20,11%	-19 059
- immobilisations incorporelles	-2 551	-2 184	-367	16,80%	-4 730
Dépréciations :	-5	-279	274	-98,21%	3
- immobilisations corporelles	0	0	0	n.s.	0
- immobilisations incorporelles	-5	-279	274	-98,21%	3
<b>Total</b>	<b>-12 831</b>	<b>-11 018</b>	<b>-1 813</b>	<b>16,45%</b>	<b>-23 786</b>

## Note 28 : Coût du risque

30.06.2012	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-208	0	-208
Clientèle	-34 458	30 310	-8 321	-644	771	-12 342
. Location financement	-2 418	2 364	-2 098	-3	0	-2 155
. Autres - clientèle	-32 040	27 946	-6 223	-641	771	-10 187
<b>Sous total</b>	<b>-34 458</b>	<b>30 310</b>	<b>-8 321</b>	<b>-852</b>	<b>771</b>	<b>-12 550</b>
HTM - DJM	-4 538	4 469	0	0	0	-69
AFS - DALV	0	12 177	-12 139	-183	0	-145
Autres	-3 204	8 054	0	-42	0	4 808
<b>Total</b>	<b>-42 200</b>	<b>55 010</b>	<b>-20 460</b>	<b>-1 077</b>	<b>771</b>	<b>-7 956</b>

30.06.2011	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-40 342	0	-40 342
Clientèle	-27 690	28 387	-8 042	-632	301	-7 676
. Location financement	-1 686	553	-444	-4	0	-1 581
. Autres - clientèle	-26 004	27 834	-7 598	-628	301	-6 095
<b>Sous total</b>	<b>-27 690</b>	<b>28 387</b>	<b>-8 042</b>	<b>-40 974</b>	<b>301</b>	<b>-48 018</b>
HTM - DJM	-300	68	0	0	0	-232
AFS - DALV	-14 192	0	0	0	0	-14 192
Autres	-549	39 340	0	0	0	38 791
<b>Total</b>	<b>-42 731</b>	<b>67 795</b>	<b>-8 042</b>	<b>-40 974</b>	<b>301</b>	<b>-23 651</b>

31.12.2011	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-40 508	0	-40 508
Clientèle	-42 679	54 045	-23 020	-2 085	682	-13 057
. Location financement	-2 043	7 964	-4 387	-18	23	1 539
. Autres - clientèle	-40 636	46 081	-18 633	-2 067	659	-14 596
<b>Sous total</b>	<b>-42 679</b>	<b>54 045</b>	<b>-23 020</b>	<b>-42 593</b>	<b>682</b>	<b>-53 565</b>
HTM - DJM	-530	68	0	0	0	-462
AFS - DALV	-12 427	0	0	0	0	-12 427
Autres	-4 068	39 540	0	-79	0	35 393
<b>Total</b>	<b>-59 704</b>	<b>93 653</b>	<b>-23 020</b>	<b>-42 672</b>	<b>682</b>	<b>-31 061</b>

## Note 29 : Gains ou pertes sur autres actifs

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Immobilisations corporelles et incorporelles	-434	1 462	-1 896	-129,69%	9 140
. MV de cession	-520	-149	-371	248,99%	-2 851
. PV de cession	86	1 611	-1 525	-94,66%	11 991
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	-9	43	-52	-120,93%	416
<b>TOTAL</b>	<b>-443</b>	<b>1 505</b>	<b>-1 948</b>	<b>-129,44%</b>	<b>9 556</b>

## Note 30 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	n.s.	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	31 946	1 966	29 980	n.s.	1 966
<b>TOTAL</b>	<b>31 946</b>	<b>1 966</b>	<b>29 980</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 966</b>

L'écart passé en résultat en 2012 concerne l'entrée de Citibank Belgique et OBK dans le Groupe (voir événements marquants du semestre).



## Note 31 : Impôt sur les bénéfices

### Décomposition de la charge d'impôt

	30.06.2012	30.06.2011	Variation		31.12.2011
Charge d'impôt exigible	-21 735	-17 384	-4 351	25,03%	-29 622
Charge d'impôt différé	-10 927	-19 661	8 734	-44,42%	-16 916
Ajustements au titre des exercices antérieurs	121	14	107	764,29%	-753
<b>TOTAL</b>	<b>-32 541</b>	<b>-37 031</b>	<b>4 490</b>	<b>-12,12%</b>	<b>-47 291</b>

Le montant publié au 30 juin 2011 pour la "Charge d'impôt différé" était de - 22.213 K€; l'augmentation de 2.552 K€ dans le montant affiché au titre du 30 juin 2011 provient de la correction de calculs de valorisations erronés. Cette correction impacte également les notes 24, 32 et 33.

## NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

### Note 32 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
	Mouvements	Mouvements	Mouvements
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Reclassement vers le résultat	624	-2 075	-1 219
Autres mouvements	17 353	15 272	-10 746
<b>Sous-total</b>	<b>17 977</b>	<b>13 197</b>	<b>-11 965</b>
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	9 107	-11 956	6 536
<b>Sous-total</b>	<b>9 107</b>	<b>-11 956</b>	<b>6 536</b>
Réévaluation des immobilisations			
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-1 280	929	864
<b>TOTAL</b>	<b>25 804</b>	<b>2 170</b>	<b>-4 565</b>

Le montant publié au 30 juin 2011 pour les "Autres mouvements" dans les "Réévaluations des actifs DALV" était de 11.809 K€, celui publié au titre des "Autres mouvements" dans les "Réévaluations des instruments de couverture" était de - 8.056 K€. L'augmentation de 3.463 K€ et la diminution de 3.900 K€ par rapport aux montants affichés au titre du 30 juin 2011 proviennent de la correction de calculs de valorisations erronés. Cette correction impacte également les notes 24, 31 et 33.

### Note 33 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2012			30.06.2011			31.12.2011		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	33 037	-15 060	17 977	15 497	-2 300	13 197	-22 529	10 564	-11 965
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	14 217	-5 110	9 107	-18 233	6 277	-11 956	9 504	-2 968	6 536
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-1 280	0	-1 280	929	0	929	864	0	864
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux</b>	<b>45 974</b>	<b>-20 170</b>	<b>25 804</b>	<b>-1 807</b>	<b>3 977</b>	<b>2 170</b>	<b>-12 161</b>	<b>7 596</b>	<b>-4 565</b>

Les variations dans les montants affichés au titre du 30 juin 2011 par rapport aux montants publiés en 2011 proviennent de la correction de calculs de valorisations erronés. Cette correction impacte également les notes 24, 31 et 32.

## V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle (IAS14), le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

### Ⓢ Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

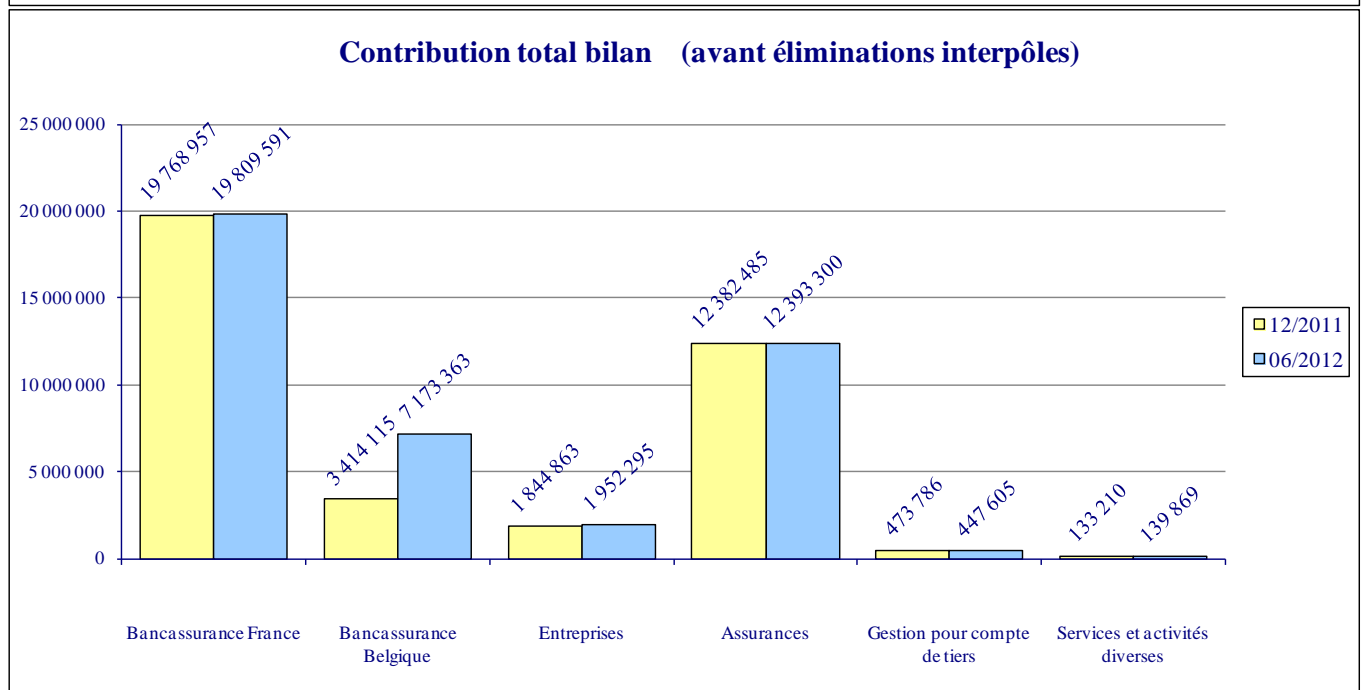
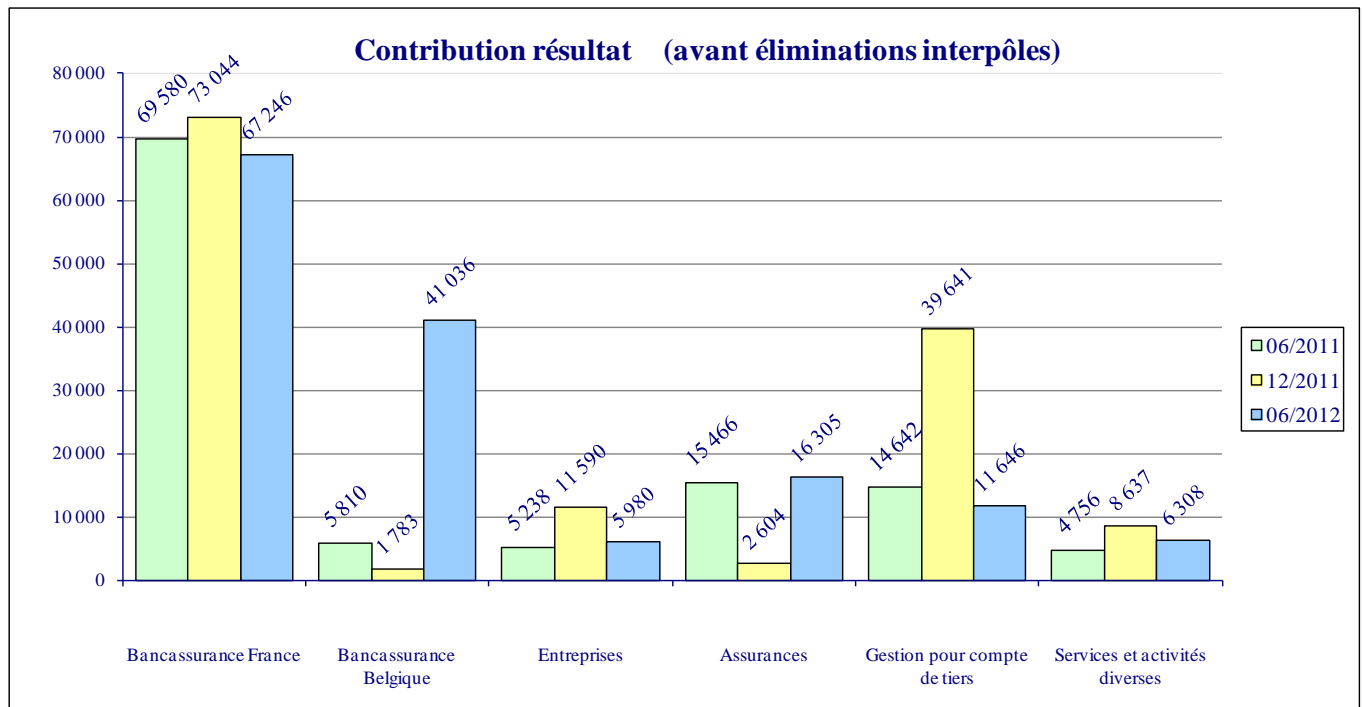
Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

Société	Activité	2011			2012		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><u>Bancassurance France</u></b>							
<i>Crédit Mutuel Nord Europe</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Cumul SCI	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Nord Europe Gestion	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Richebé Gestion	Fonds dédié	99,81	100,00	IG	99,82	100,00	IG
FCP Richebé Recovery	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE CMN Prestations	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Immobilière du CMN	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
<b><u>Bancassurance Belgique</u></b>							
<i>CMNE Belgium</i>	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP SCRL	Etablissement de crédit	95,65	95,65	IG	95,76	95,76	IG
BKCP Securities	Gestion de patrimoine	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Citibank	Etablissement de crédit	0,00	0,00	NC	100,00	100,00	IG
CPSA	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Immo W16	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mobilease	Leasing mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OBK	Etablissement de crédit	0,00	0,00	NC	89,39	95,20	IG
SCPI	Opérations financières	53,88	56,32	IG	53,94	56,32	IG
<b><u>Entreprises</u></b>							
<i>BCMNE</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Actéa	Crédit bail mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Immo Nord	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Batiroc Normandie	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE BCMNE Gestion	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Normandie Partenariat	Capital Développement	99,63	99,65	IG	99,63	99,65	IG
SDR Normandie	Opérations financières	99,79	99,79	IG	99,80	99,80	IG
<b><u>Assurances</u></b>							
<i>Nord Europe Assurances</i>	Gestion collective assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ACMN IARD	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
ACMN Vie	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CP - BK Reinsurance	Réassurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Courtage CMNE	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Life Luxembourg	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Retraite	Gestion PERP	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Pérennité Entreprises	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Vie Services	Services informatiques et de gestion	77,50	77,50	IG	77,50	77,50	IG

Société	Activité	2011			2012		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><i>Gestion pour compte de tiers</i></b>							
<b>La Française AM</b>	Gestion collective	99,38	99,38	IG	99,49	99,49	IG
Cholet-Dupont Partenaires	Gestion d'actifs	50,68	50,68	IP	50,74	50,74	IP
CMH Gestion	Gestion collective	20,98	24,47	ME	21,00	24,47	ME
Conviction asset Management	Gestion collective	29,81	30,00	ME	29,85	30,00	ME
Franklin Gérance	Gestion collective	85,71	100,00	IG	85,80	100,00	IG
GIE La Française AM	Groupement de moyens	99,38	100,00	IG	99,49	100,00	IG
Holding Cholet-Dupont	Gestion d'actifs	33,19	33,40	ME	33,23	33,40	ME
La Française AM GP	Gestion d'actifs	99,36	99,98	IG	99,46	99,98	IG
La Française AM ICC	Recouvrement de créances	99,38	100,00	IG	99,49	100,00	IG
La Française AM International	Gestion de patrimoine	99,43	100,00	IG	99,53	100,00	IG
La Française AM Private Bank	Etablissement de crédit	99,63	100,00	IG	99,69	100,00	IG
La Française des Placements	Gestion collective	99,38	100,00	IG	99,48	100,00	IG
La Française AM Finance Services	Immobilier	99,38	100,00	IG	99,49	100,00	IG
La Française Real Estate Managers	Gestion collective	85,71	86,25	IG	85,80	86,25	IG
LFP Nexity Services Immobiliers	Gestion immobilière	21,12	24,64	ME	21,14	24,64	ME
LFP-Sarasin AM	Gestion d'actifs	99,38	100,00	IG	99,48	100,00	IG
Nouvelles Expertises et Talents AM	Capital Développement	0,00	0,00	NC	99,49	100,00	IG
Pythagore	Gestion d'actifs	29,86	30,05	ME	29,89	30,05	ME
Société Holding Partenaires	Gestion d'actifs	50,68	50,68	IP	50,74	50,74	IP
UFG Courtages	Courtage	99,38	100,00	IG	99,49	100,00	IG
UFG PM	Gestion immobilière	85,71	100,00	IG	85,80	100,00	IG
UFG Siparex	Gestion collective	65,59	66,00	IG	65,66	66,00	IG
<b><i>Services et activités diverses</i></b>							
Actéa Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Tél	Services	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Euro Information SAS	Informatique	10,15	10,15	ME	10,15	10,15	ME
Financière Nord Europe	Gestion collective	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Fininmad	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
NEPI	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI Centre Gare	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sicorfé Maintenance	Services	34,00	34,00	ME	34,00	34,00	ME
Sofimmo 3	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sofimpar	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Transactimmo	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

## Résumé des contributions par pôles

	PNB		RBE		Résultat consolidé			Bilan	
	12/2011	06/2012	12/2011	06/2012	06/2011	12/2011	06/2012	12/2011	06/2012
Bancassurance France	404 673	234 367	114 099	82 177	69 580	73 044	67 246	19 768 957	19 809 591
Bancassurance Belgique	68 277	70 907	4 259	13 531	5 810	1 783	41 036	3 414 115	7 173 363
Entreprises	44 322	23 376	21 390	11 633	5 238	11 590	5 980	1 844 863	1 952 295
Assurances	76 499	60 410	18 057	28 421	15 466	2 604	16 305	12 382 485	12 393 300
Gestion pour compte de tiers	139 217	65 454	44 072	18 210	14 642	39 641	11 646	473 786	447 605
Services et activités diverses	6 134	3 849	4 723	2 955	4 756	8 637	6 308	133 210	139 869
Eliminations entre pôles	-54 914	-50 393	-57 571	-55 041	-52 538	-53 779	-53 019	-4 447 028	-5 043 490
<b>Total</b>	<b>684 208</b>	<b>407 970</b>	<b>149 029</b>	<b>101 886</b>	<b>62 954</b>	<b>83 520</b>	<b>95 502</b>	<b>33 570 388</b>	<b>36 872 533</b>



## Synthèse bilan et résultat par pôles

ACTIF	31/12/2011	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		399 688	9 580	96	8 881 556	-	-	(89)	9 290 831
Instruments dérivés de couverture		57 856	4 452	26	-	-	-	(29 461)	32 873
Actifs financiers disponibles à la vente		2 566 868	473 108	16 872	2 834 774	84 384	23 836	(1 283 886)	4 715 956
Prêts et créances sur établissements de crédit		5 067 335	1 334 337	133 525	69 686	67 108	241	(2 947 395)	3 724 837
Prêts et créances sur la clientèle		9 448 940	1 408 061	1 675 243	44 022	24 373	22	(208 008)	12 392 653
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		71 687	-	3 132	-	-	-	-	74 819
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		1 717 446	84 502	-	-	-	-	-	1 801 948
Comptes de régularisation et actifs divers		315 252	29 319	13 106	541 053	63 790	5 584	3 998	972 102
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	35 878	74 889	-	110 767
Immobilisations corporelles et incorporelles		123 885	68 413	2 863	5 754	29 337	27 914	(1 603)	256 563
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	168 916	724	19 416	197 039
<b>TOTAL</b>		<b>19 768 957</b>	<b>3 414 115</b>	<b>1 844 863</b>	<b>12 382 485</b>	<b>473 786</b>	<b>133 210</b>	<b>(4 447 028)</b>	<b>33 570 388</b>

ACTIF	30/06/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		404 455	9 725	295	8 886 139	-	-	(67 370)	9 233 244
Instruments dérivés de couverture		85 769	6 267	-	-	-	-	(38 967)	53 069
Actifs financiers disponibles à la vente		3 065 231	1 129 007	16 493	3 098 136	78 313	25 789	(1 490 258)	5 922 711
Prêts et créances sur établissements de crédit		4 999 032	1 720 677	116 905	22 777	57 086	6 068	(3 235 818)	3 686 727
Prêts et créances sur la clientèle		9 536 570	4 029 815	1 787 701	46 967	27 503	22	(235 317)	15 193 261
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		62 863	1 993	4 113	-	-	-	-	68 969
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		1 210 483	75 256	-	-	-	-	-	1 285 739
Comptes de régularisation et actifs divers		312 539	115 661	23 931	328 150	50 575	2 806	6 507	840 169
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	35 743	77 179	-	112 922
Immobilisations corporelles et incorporelles		132 649	82 619	2 857	5 491	29 469	27 281	(1 683)	278 683
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	168 916	724	19 416	197 039
<b>TOTAL</b>		<b>19 809 591</b>	<b>7 173 363</b>	<b>1 952 295</b>	<b>12 393 300</b>	<b>447 605</b>	<b>139 869</b>	<b>(5 043 490)</b>	<b>36 872 533</b>

PASSIF	31/12/2011	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		38 806	472	94	-	-	-	(561)	38 811
Instruments dérivés de couverture		162 987	23 639	4 326	-	-	-	(28 989)	161 963
Dettes envers les établissements de crédit		1 720 007	232 542	1 269 377	39 924	52 540	11 964	(2 928 015)	398 339
Dettes envers la clientèle		9 208 445	2 711 661	285 537	58 020	72 917	-	(86 931)	12 249 649
Dettes représentées par un titre		6 275 855	91 803	-	-	-	-	(56 662)	6 310 996
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		992	-	-	-	-	-	-	992
Comptes de régularisation et passifs divers		387 603	17 161	99 649	866 424	92 353	1 108	(186)	1 464 112
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	10 757 476	-	-	(3 909)	10 753 567
Provisions		17 161	3 864	5 389	4 422	1 991	5	35 993	68 825
Dettes subordonnées		150 482	90 092	-	53 024	-	-	(158 234)	135 364
Intérêts minoritaires		401	9 724	44	19 571	8 695	-	(298)	38 137
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		1 733 174	231 374	168 857	581 020	205 649	111 496	(1 165 457)	1 866 113
Résultat de l'exercice (part du groupe)		73 044	1 783	11 590	2 604	39 641	8 637	(53 779)	83 520
<b>TOTAL</b>		<b>19 768 957</b>	<b>3 414 115</b>	<b>1 844 863</b>	<b>12 382 485</b>	<b>473 786</b>	<b>133 210</b>	<b>(4 447 028)</b>	<b>33 570 388</b>

PASSIF	30/06/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		28 689	566	292	-	-	-	(848)	28 699
Instruments dérivés de couverture		190 796	36 414	5 658	-	-	-	(38 402)	194 466
Dettes envers les établissements de crédit		2 435 287	581 427	1 387 190	43 185	55 079	18 306	(3 273 541)	1 246 933
Dettes envers la clientèle		9 387 470	5 645 283	263 605	65 606	62 995	-	(35 717)	15 389 242
Dettes représentées par un titre		5 372 808	141 770	3 036	-	-	-	(95 933)	5 421 681
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		728	-	-	-	-	-	-	728
Comptes de régularisation et passifs divers		332 083	65 954	108 582	688 881	74 756	1 396	(1 574)	1 270 078
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	10 913 517	-	-	(3 779)	10 909 738
Provisions		16 156	60 870	4 733	4 497	1 970	5	41 257	129 488
Dettes subordonnées		150 380	138 341	-	53 020	-	-	(176 617)	165 124
Intérêts minoritaires		396	9 936	44	16 839	7 842	-	(284)	34 773
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		1 827 552	451 766	173 175	591 450	233 317	113 854	(1 405 033)	1 986 081
Résultat de l'exercice (part du groupe)		67 246	41 036	5 980	16 305	11 646	6 308	(53 019)	95 502
<b>TOTAL</b>		<b>19 809 591</b>	<b>7 173 363</b>	<b>1 952 295</b>	<b>12 393 300</b>	<b>447 605</b>	<b>139 869</b>	<b>(5 043 490)</b>	<b>36 872 533</b>

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2011	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>244 419</b>	<b>33 070</b>	<b>22 167</b>	<b>71 600</b>	<b>69 500</b>	<b>4 010</b>	<b>(53 264)</b>	<b>391 502</b>
Frais généraux		(146 274)	(29 895)	(11 359)	(32 134)	(49 526)	(2 439)	(22)	(271 649)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>98 145</b>	<b>3 175</b>	<b>10 808</b>	<b>39 466</b>	<b>19 974</b>	<b>1 571</b>	<b>(53 286)</b>	<b>119 853</b>
Coût du risque		(9 217)	1 390	(2 355)	(13 667)	1	(65)	262	(23 651)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>88 928</b>	<b>4 565</b>	<b>8 453</b>	<b>25 799</b>	<b>19 975</b>	<b>1 506</b>	<b>(53 024)</b>	<b>96 202</b>
Quote-part de résultat des entreprises MEE		-	-	-	-	473	3 643	-	4 116
Gains ou pertes sur autres actifs		(129)	1 472	8	-	27	127	-	1 505
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-	-	1 966	-	-	1 966
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>88 799</b>	<b>6 037</b>	<b>8 461</b>	<b>25 799</b>	<b>22 441</b>	<b>5 276</b>	<b>(53 024)</b>	<b>103 789</b>
Impôts sur les bénéfices		(19 224)	(389)	(3 222)	(8 442)	(5 730)	(516)	492	(37 031)
Gains & pertes nets d'impôts / act abandon		-	-	-	-	(1 708)	-	-	(1 708)
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>69 575</b>	<b>5 648</b>	<b>5 239</b>	<b>17 357</b>	<b>15 003</b>	<b>4 760</b>	<b>(52 532)</b>	<b>65 050</b>
Intérêts minoritaires		(5)	(162)	1	1 891	361	4	7	2 097
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>		<b>69 580</b>	<b>5 810</b>	<b>5 238</b>	<b>15 466</b>	<b>14 642</b>	<b>4 756</b>	<b>(52 539)</b>	<b>62 953</b>

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>234 367</b>	<b>70 907</b>	<b>23 376</b>	<b>60 410</b>	<b>65 454</b>	<b>3 849</b>	<b>(50 393)</b>	<b>407 970</b>
Frais généraux		(152 190)	(57 376)	(11 743)	(31 989)	(47 244)	(894)	(4 648)	(306 084)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>82 177</b>	<b>13 531</b>	<b>11 633</b>	<b>28 421</b>	<b>18 210</b>	<b>2 955</b>	<b>(55 041)</b>	<b>101 886</b>
Coût du risque		(7 125)	888	(1 669)	(183)	3	-	130	(7 956)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>75 052</b>	<b>14 419</b>	<b>9 964</b>	<b>28 238</b>	<b>18 213</b>	<b>2 955</b>	<b>(54 911)</b>	<b>93 930</b>
Quote-part de résultat des entreprises MEE		-	-	-	-	(43)	3 885	-	3 842
Gains ou pertes sur autres actifs		(518)	74	10	-	(9)	-	-	(443)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	31 946	-	-	-	-	-	31 946
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>74 534</b>	<b>46 439</b>	<b>9 974</b>	<b>28 238</b>	<b>18 161</b>	<b>6 840</b>	<b>(54 911)</b>	<b>129 275</b>
Impôts sur les bénéfices		(7 283)	(5 568)	(3 995)	(10 747)	(6 311)	(532)	1 895	(32 541)
Gains & pertes nets d'impôts / act abandon		-	(12)	-	-	-	-	-	(12)
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>67 251</b>	<b>40 859</b>	<b>5 979</b>	<b>17 491</b>	<b>11 850</b>	<b>6 308</b>	<b>(53 016)</b>	<b>96 722</b>
Intérêts minoritaires		5	(177)	(1)	1 186	204	-	3	1 220
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>		<b>67 246</b>	<b>41 036</b>	<b>5 980</b>	<b>16 305</b>	<b>11 646</b>	<b>6 308</b>	<b>(53 019)</b>	<b>95 502</b>

### Ⓢ Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques essentielles qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

## VI AUTRES INFORMATIONS

### Ⓢ Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

- ❖ IAS 1 Amendements : Présentation des autres éléments du résultat global ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 ; Impacts de présentation.
- ❖ IAS 19 Amendements : Avantages du personnel post-emploi ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### Ⓢ Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 30 juin 2012. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 30 juin.

	30.06.2012			31.12.2011		
	valeur de marché	valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	valeur de marché	valeur au bilan	Plus ou moins values latentes
<b>Actifs</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	2 915 403	3 186 969	-271 566	3 164 091	3 438 859	-274 768
Prêts et créances à la clientèle	15 562 993	15 193 261	369 732	12 772 720	12 392 653	380 067
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 287 940	1 285 739	2 201	1 779 255	1 801 948	-22 693
<b>Passifs</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	1 161 657	1 171 933	10 276	409 757	398 339	-11 418
Dettes envers la clientèle	14 496 825	15 389 242	892 417	11 785 279	12 249 649	464 370
Dettes représentées par un titre	5 504 416	5 421 681	-82 735	6 326 560	6 310 996	-15 564
Dettes subordonnées	165 122	165 124	2	135 364	135 364	0

## Parties liées

	30.06.2012			31.12.2011		
	Entités consolidées par intégration globale	Entités consolidées par intégration proportionnelle	Entités consolidées par mise en équivalence	Entités consolidées par intégration globale	Entités consolidées par intégration proportionnelle	Entités consolidées par mise en équivalence
<b>Actifs</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	266 973	0	0	621 190	0	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	17 450	0	0	46 657	0	0
Actifs à la juste valeur par résultat	201 956	0	0	0	0	0
Actifs disponibles à la vente	255 684	0	0	327 282	0	0
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	110 561	0	0	160 523	0	0
<b>Passifs</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	129 011	108	0	222 416	987	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	21 548	108	0	44 316	987	0
Dettes représentées par un titre	110 000	0	0	195 575	0	0
Intérêts reçus	0	0	0	8 192	0	0
Intérêts versés	-2 520	0	0	-20 563	0	0
Commissions reçues	0	0	0	3 860	0	0
Commissions versées	0	0	-463	0	0	-602
Autres produits et charges	5 138	0	-404	17 408	0	-661
Gains / pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	3 808	0	682	16 101	0	1 734
PNB	6 426	0	-185	24 998	0	471
Frais généraux	477	0	-7 425	-5 286	0	-17 720
Engagements reçus	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés	0	0	0	0	0	0

## Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2012 et la date de communication des comptes consolidés semestriels condensés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 29 août 2012.